

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale
Ministère du Plan et de la Reconstruction
COMITÉ DE COORDINATION DES RESSOURCES
EXTERIEURES (CCRE)

« APPUI AU PROGRAMME NATIONAL D'URGENCE DE RENFORCEMENT DES CAPACITES »
(APNURC)
PNUD-DAES / ZAI/00/004

RAPPORT SUR LES RESSOURCES
EXTERIEURES MOBILISEES POUR LA MISE
EN OEUVRE DES PROGRAMMES DE
DEVELOPPEMENT EN RDC
(Exercices 2000 et 2001)

Kinshasa, décembre 2002



Liste des abréviations

NA : Aide Alimentaire
NB : Aide Budgétaire
ND:Appui à la Démocratie
NH:Aide Humanitaire
NU :Aide d'Urgence
ACBEF: Association Congolaise pour le Bien-Etre Familial
ACBF: African Capacity Building Found (Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique)
ACDI: Agence Canadienne pour le Développement International
ACDI : Actions Communautaires pour le Développement intégré
ACF: Action Contre la Faim
ACMMO: Association Culturelle des Maîtresses de Maison "L'ORCHIDEE"
ACOGENOKI : Association Coopérative des Groupements d'Eleveurs du Nord -Kivu
ADRI : Association pour le Développement Intégré
AED: Aide à l'Enfance Défavorisée
AERONAV: Navigation aéroportuaire
WAFD : Agence Française pour le Développement
AFEPRO : Association Femme et Promotion
AFRICA : Association Africa
ADI KIVU: Actions pour le Développement Intégré du Kivu
AMANDELA : Les Amis de Nelson Mandela
AMIKINDU: Amis de Kindu
AMNESTYZA : Amnesty International-Section RDC
AMO CONGO : Avenir Meilleur pour les Orphélins du Congo
ANAPECO: Association Nationale des Parents et Elèves du Congo
ANUD: Amis des Nations Unies pour le Développement
APAF : Association pour la Promotion de l'Agriculture Familiale
APD: Aide Publique au Développement
APE : Associations Professionnelles d'Entreprises
APH: Association Pueblos Hermanos
AQUACULTUR : Service National d'Aquaculture
ASALUT: Armée du SalutIRDC
ASBL: Association Sans But Lucratif
ASDHO: Association Africaine de Défense des Droits de l'Homme en RDC
ASF: Association de Santé Familiale
ASHATOU: Association Habitat pour Tous
ASSAC : Association Alliance de la Charité
ASSO.PHI.B: Association Philippe Bernard
ASSONZA: Association NZANI
ATF : Avances à Termes fixes
BAD : Banque Africaine pour le Développement
BADEA: Banque Arabe pour le Développement Economique de l'Afrique
BASICS: Basic Support for Institutionalizing Child Survival
BC :Bas-Congo
BCC: Banque Centrale du Congo
BCC-SIDA: Bureau Central de Coordination sur le SIDA
BCECO: Bureau Central de Coordination
BCMP: Bourse Congolaise de matières précieuses
BDD : Bandundu
BDEGL : Banque de Développement des Etats des Grands Lacs
BDOM : Bureau Diocésain des Oeuvres Médicales

BEI : Banque Européenne d'Investissement
BFCE : Banque Française du Commerce Extérieur
BIRD: Banque Mondiale (Bank Intergouvernemental for Reconstruction and Development) BN-TDCI : Bureau National pour le Traitement des Carences en Iode
BOM: Bureau des Oeuvres Médicales
C/T : Assistance Technique
CAB: Comité Antinbuaki
CAD: Comité d'Aide au Développement
CADICEC: Centre Chrétien d'Action pour les Dirigeants et Cadres d'Entreprises au Congo
CAPNAT: Programme de mobilisation des capacités nationales pour la lutte contre la pauvreté
CBFC: Communauté Baptiste du Fleuve Congo
CCIFC : Chambre de Commerce et d'Industrie Franco-Congolaise
CCRE: Comité de Coordination des Ressources Extérieures
CCT: Congo Chine Télécom
CDA: Centre de Développement Agricole
CDH: Centre des Droits de l'Homme
CDI-BWAMANDA : Compagnie de Développement Industriel BWAMANDA
CDV : Comité de Développement Villageois
CEC : Communauté Evangélique du Congo
CECFOR : Centre Congolais de Culture, Formation et de Développement
CEEAC: Communauté Economique des Etats d'Afrique Centrale
CELLULE SA: Cellule d'Information sur la Sécurité Alimentaire
CENSOGOMA : Centre Social de Goma
CENT SOC : Centres Sociaux de Kinshasa
CENT SOC.B. : Centres Sociaux de Beni-Butembo
CENTRE TEL : Centre TELEMA
CENTRES SO : Centres Sociaux
CEPLANUT : Centre de Planification Nutritionnelle
CEPRODI : Centre d'Encadrement et de Promotion pour le Développement Intégré
CEPROSAN : Centre pour la Promotion de la Santé
CERETRA : Centre de Référence en Transfusion Sanguine /Kinshasa
CESA : Centres de Santé
CFA Centre de Formation France-Afrique
CFDT : Compagnie Française pour le Développement des Fibres textiles
CIBOSCO : Cité des Jeunes de Don Bosco
CICR: Communauté Internationale de la Croix-Rouge
CIDEP : Centre Interdisciplinaire pour le Développement et l'Education permanente
CLD: Conseils Locaux de Développement de Base
CNAEA : Comité National d'Action de L'eau et de l'Assainissement
CNDH:Conseil National des Droits humains
CNE : Commission Nationale des Elections
CNONGD : Conseil National des Organisations Non Gouvernementales
CNR : Cellule Nationale de Réhabilitation
COBOMA : Coordination Catholique de Boma
CODEV : Coopération et Développement/France
CODENORD : Compagnie de Développement Rural du Nord
COLLEKABAR : Collectivité de Kabare
COM.KIMBI : Commune de Kimbanseke
COMASSI : Communauté d'Assistance et d'Amour
CONAFED: Confédération Nationale des Femmes pour le Développement
CONEMA : Comité National "Election Maintenant"
CONG.M.DIV : Congrégation Missionnaire du Divin Maître
COOPEC : Coopératives d'Epargne et de Crédit

COOPHANGI: Coopérative des Handicapés Groupes Unies-Je Gagne Ma vie
COPEMECO: Confédération des Petites et Moyennes Entreprises du Congo
COSACRE-CO: Congrégation des Sœurs du Sacre-Coeur
COTRAPPIST: Congrégation des Soeurs Trappinistines
CP : Coopération et Progrès
CPES : Comité de Politique Economique et Social
CRAEA: Comité Régional d'Action de l'Eau et de l'Assainissement
CREN-K: Centre Régional d'Etudes Nucléaires de Kinshasa
CRHP Centre de Rééducation pour Handicapés Physiques
CRHY: Centre de Recherche en Hydrobiologie/Uvira
CRONG: Confédération Régionale des Organisations non Gouvernementales
CRS: Catholic Relief Services
CRZ : Croix Rouge du Zaïre
CTB :Coopération Technique Belge
DAES: Département des Affaires Economiques et Sociales des Nations-Unies
DAP: Document d'Appui au Programme
DCRE: Direction de la Coordination des Ressources Extérieures/Plan
DDK: Département de Démographie de l'Université de Kinshasa
DE & PAIX : Développement et Paix
DEVCOMPASA : Groupement pour le Développement Communautaire MPASA I
DGC: Direction Générale des Contributions
DIEP : Direction de l'Epidémiologie et de la Lutte contre la Maladie
DINAVIJ: Direction Nationale de Vulgarisation
DIOBOM: Diocèse de Boma
DIODUNG : Diocese de Dungu
DIOGOMA : Diocese de Goma
DIOKENGE: Diocèse de Kenge
DIOKOL: Diocese de Kolwezi
DIOMAH : Diocèse de Mahagi
DIPLAS: Direction de la Planification et des Statistiques Scolaires
DIPROSA : Direction de Production et Santé Animale
DISPEN.BUN:: Dispensaires Ruraux de Bunia
DIV.PROVIN: Division Provinciale de l'Education
DONG : Division des ONG/PLAN
DPI : Direction de la Propriété Industrielle
DSRP-I : Document Intérimaire des Stratégies de Réduction de la Pauvreté
EJF: Engagement Ferme
E/I : Equipements et Infrastructures
EAD : Entités Administratives Décentralisées
EAT : Les Enfants Avant Tout
ECC : Eglise du Christ au Congo
ECHO : Organisme humanitaire de la Communauté Européenne
ECOFIN: Commission Interministérielle Economico-financière du Gouvernement de la RDC
ECOL SANT : Ecole de Santé Publique
ECUMALOPA : Groupe Théâtral Ecurie Maloba
EDUCS S.F.: Education Sans Frontière
EGLISE KIM: Eglise Kimbanguiste
EJEFI / BU: Action pour la Jeune Fille /Bumbu
EGLISE CAT: Eglise Catholique
EMU: Eglise Méthodiste Unie
ERA: Assistance et secours d'urgence
ESPD: Enfance Tiers Monde
ETPG: École Technique et Professionnelle de Goma

EV DIOC.IB : Evêché du Diocèse de Ibiza
FAD: Fonds Africain pour le Développement
FAT : Fonds d'Assistance Technique
F.C.D.D.: Femmes Chrétiennes pour la Démocratie et le Développement
FAON: Fonds des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation
FCEJON : Fonds Japonais de Coopération Economique pour les pays d'Outre-mer
FEC : Fédération Nationale des Entreprises du Congo
FED : Fonds Européen pour le Développement
FEV : Faune et Vie
FGTCO: Fédération Générale du Travail au Congo
FIDA: Fonds International pour le Développement de l'Agriculture :
FMCS: Fonds Mallorquin de Coopération et de Solidarité
FMI: Fonds Monétaire International
FNUAP : Fonds des Nations Unies pour la Population
FOLECO: Fédération des Organisations Laïques à Vocation Economique
FOMETRO : Fonds de Médecine Tropicale
FOND. INTE : Fondation Intermonde
FONDEF: Foyer Nouveau pour le Développement Familial
FRERES SAL : Congrégation des Frères Salésiens
FTC: Coopération Technique autonome
GECAMINES (GCM) : Générale des Carrières et des Mines
GOUV.PROVI : Gouvernorats de Provinces
GRACE : Groupe d'Appui Conseils aux Réalisations pour le Développement Endogène
GRAFBAF: Groupe d'Action des Femmes du Bas-Fleuve
GRET: Groupe de Recherche et d'Echange Technologique
GTZ : Coopération Technique Allemande
HAND INTER: Handicap International
HCR Haut : Commissariat aux Réfugiés
HCDH: Haut Commissariat au Droit de l'Homme
I.P. EDUCA : Inspection Provinciale de l'Education
IC: Consultant International
ICCN: Institut Congolais pour la Conservation de la Nature
IDA Association Internationale pour le Développement
IDF: Institutionnal Développement Fund
IDH : Indice de Développement Humain
IE: Expert International
IFASIC: Institut Facultaire des Sciences de l'Information et de la Communication
IFES: Institut de Formation et d'Etudes Sociales
IFMM : Institut des Franciscaines Missionnaires de Marie
IGIP: Société de Génie Civile pour la Planification Internationale
IMEDIKWA: Inspection Médicale du District de Kwango IMMA :
Institut Mama Mobutu pour Aveugles
INERA : Institut National d'Etudes et Recherche Agronomiques
INPP: Institut National de Préparation Professionnelle INRB Institut
National de Recherche Sie-Médical
INS: Institut National des Statistiques
INSS : Institut National de Sécurité Sociale
INST.MED.K: Institut Médical de Kimpese
IPA: Projets d'investissement
IPAGR.N.SU: Inspections Provinciales de l'Agriculture et Elevage Nord-Sud Kivu
IPT : Projets d'investissement comportant un élément de coopération technique
IRC : International Rescite Committee
ISAV: Institut Supérieur d'Agro-Vétérinaire

ISTM : Institut Supérieur de Techniques Médicales du Mont Amba
ITC: Coopération Technique liée à des projets d'investissement
J. MONDE : Jeunesse du Monde
JEEP : Jardins et Elevage des Parcelles
KFW : Kreditanstalt Für Wiederaufbau
Km: Kilomètre
Km² : Kilomètre carré
LABOVET : Laboratoire Vétérinaire de Kinshasa
LAPHAKI : Laboratoires Pharmaceutiques de Kinshasa
LCA : Laboratoire Central d'Analyse de Kinshasa
LE : Ligue Congolaise des Electeurs
LECT.TOUS: Lecture pour tous (Association)
LINELIT: Ligue Nationale pour les Elections Libres et Transparentes
M.DIOC.NAV: Mission Diocésaine de Navarre
M.DOMIN.RO : Missionnaires Dominicaines du Rosaire
M/P: Micro-projets
MACROFOR: Programme de Formation Macro-économique de l'ACBF
MALTE : Ordre Souverain de Malte
MED.NAV: Médecins du Monde Navarre
MEMI/KIN : MEMISA/Kinshasa
MEPAIX : Média pour la Paix (Association)
METTELSAT : Agence Nationale de Météorologie et de Télédétection par Satellite
MIDEMA : Minoterie de Matadi
MHTC: Manufacturer Hanover Trust Company
Mm: millimetre
MIP: Programme de Micro Interventions
MIS. CHRIST: Missionnaires du Christ Jésus
MISSION DI : Missionnaires du Divin Maître
MONUC : Mission d'Observation des Nations Unies au Congo
MSF : Médecins Sans Frontières
MST: Maladie Sexuellement Transmissible
MW: Mega watt
NBPS : Bureau National pour le Progrès Social
NC: Consultant National
NEPAD: Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique
NGOS: (SWEDISH NGOS) : Centre National pour la Coopération et le Développement
NON APPLIC : Non Applicable
NON CONNU : Non Connu
OCC: Office Congolais de Contrôle
OCDE : Organisation pour la Coopération et le Développement Economique
OCHA : Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires/RDC
OCPT : Office Congolais des Postes et Télécommunications
O.R.: Office des Routes
OFIDA : Office des Douanes et Assises
OGEDEP : Office de Gestion de la Dette Publique
OIT : Organisation Internationale du Travail
OMNIS: OMNIS OMNIBUS
OMS : Organisation Mondiale de la Santé
OMSFAT : Fonds d'Assistance Technique de l'OMS
ONATRA : Office National de Transport
ONG: Organisation Non Gouvernementale
ONU: Organisation des Nations Unies
OPEP : Organisation des Pays Exportateurs du Pétrole
ORPER: Œuvre de Reclassement et de Protection des Enfants de la Rue
OUA: Organisation de l'Unité Africaine
OXFAM: Association pour la coopération et la solidarité internationale
P/D : Projets de développement
PAM: Programme Alimentaire Mondial
PARTENA:Partenaires opérationnels du
HCR : Haut Conseil de la République
PASKIN : Projet d'Assistance aux Maraîchères de Kinshasa
PBB: Aide aux programmes / aide budgétaire ou appui à la balance des paiements

PDR: Programme de Désarmement et de Réinsertion
PENK: Projet Elevage Nord-Kivu
PERES ASSO: Congrégation des Pères Assomptionnistes
PERS JESU: Compagnie de JESUS
PEV : Programme Elargi de Vaccination
PIB: Produit Intérieur Brut
PIR : Programme Intérimaire
Renforcé PL-480: Public
Law 480
PMA: Pays Moins Avancés
PMDR: Programme Multi-pays de Démobilisation et de Réinsertion
PME : Petites et Moyennes Entreprises
PMF: Prix Moyens frontières
PMURR : Programme Multi-sectoriel d'Urgence de Réhabilitation et de Reconstruction
PNA : Programme National d'Assainissement
PNB : Produit National Brut
PND : Programme National des Naissances Désirables
PNLS: Programme National de Lutte contre le Sida
PNR: Programme National Riz
PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement
PNURC : Programme National d'Urgence de Renforcement des Capacités
PPTTE : Pays Pauvres Très Endettés
PRESIDENCE: Présidence de la République
PRO.CONNEX: Projet Connexion
PRODEV : Projet de Développement urbain au Congo et renforcement des capacités locales des villes
PROJET APNURC : Projet PNUD d'appui au Programme National d'Urgence de Renforcement des Capacités
PROTECTION Direction de la Production et Protection des Végétaux
PTMA : Programme Triennal Minimum Actualisé
RCD Rapport sur la Coopération au Développement
RCG : Renforcement des Capacités de Gestion
RDC : République Démocratique du Congo
REGIDESO : Régie de Distribution d'Eau
RELIG.COMP Religieuses Compagnie de Marie
RESEAUX CA: Réseaux des Eglises Catholiques et Protestantes
RVA : Régie des Voies Aériennes
RVF: Régie des Voies Fluviales
SADC: Southern African
Development Country
SANAS: Santé Rurale
SANTE MAT : Santé Maternelle et Infantile
SAT: Stratégie d'Aide Transitoire
SAVE CHILD: Save The Children Fund SAVE THE
CHILDREN :
ONG : Organisation Non Gouvernementale
SCG : Société Civile Congolaise
SEC.FAMIL : Secrétariat Général de la Famille
SECAGRICUL : Secrétariat Général à l'Agriculture
SECOPE : Service de Contrôle et de la Paie des Enseignants

SENAHUP: Service National d'Horticulture Urbaine et Périurbaine
SENAMECA : Service National de Mécanisation Agricole
SENAREC : Secrétariat National pour le Renforcement des Capacités
SENASEM: Service National des Semences
SERV.SANT.: Service de Santé de l'Eglise Catholique de Bukavu
SERVICE : Service National de Promotion et de Développement de la Pêche
SFI: Société Financière Internationale
SG: Secrétaire Général
SGP: Secrétariat Général au Plan
SIDA (AIDS) : Syndrome Immun Déficitaire Acquis
SIDKA : Syndicat Intervillageois pour le Développement du Kabinda
SN: Service National
SNEL: Société Nationale de l'Electricité
SNHR: Service National de l'Hydraulique Rural
SNRDA : Service National des Routes de Desserte Agricole
SNSA: Service National des Statistiques Agricoles
SNV: Service National de Vulgarisation Agricole
SOS/VILLAG : SOS Village Enfants
SOTRABAG : Société Privée pour la Construction des Routes
SPI : Service de la Propriété Industrielle
SPTK: Santé pour Tous à Kinshasa
STA: Service de Transport Administratif
SVMC: Soeurs de la Vierge du Mont Carmel
SWAA : Sida Women Against
SYNDICAT : Syndicats d'Employeurs et des Travailleurs
THEATRE.IN : Théâtres des Intrigants
UCOCO: Union des Consommateurs du Congo
UDIMO: Union pour le Développement Intégral de la Contrée de Mongobele
UE: Union Européenne
UFABES: Union des Familles pour le Bien-Etre
UNAF : Union Nationale des Femmes
UNESCO: Fonds des Nations Unies pour l'Education et la Scolarité
UNHCR : Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
UNIKIN : Université de Kinshasa
UNIV.RDC : Universités de la République Démocratique du Congo
UNOPS: Agence des Nations Unies pour l'Exécution des Projets
UNTCO : Union Nationale des Travailleurs du Congo
US-AID: Agence Internationale des Etats-Unis d'Amérique pour le Développement USD
Dollar américain
V.S.V.: La Voix des Sans Voix pour les Droits de l'Homme
VÉGÉTAUX : Service de Production et Protection des Végétaux
WHO (OMS) : Organisation Mondiale de la Santé
WORLD VISI : World Vision International Congo
WV Vision Mondiale
ZOSA : Zones de Santé

Glossaire des principaux termes utilisés

1. Aide Publique au Développement (APD) : correspond aux courants d'aide en direction de pays en développement et d'institutions multilatérales émanant d'organismes publics, y compris l'Etat et les autorités locales, ou de leurs agences d'exécution, et dont chaque opération répond aux critères suivants :

- a) avoir pour objectif principal de promouvoir le développement économique et le bien-être des pays en développement ;
- b) avoir un caractère concessionnel et comprendre un élément don d'au moins 35% (au taux d'Intérêt Commercial de Référence «TICR » publié mensuellement par l'OCDE).

2. Année du Rapport : correspond à l'année sur laquelle portent les informations recueillies. Ainsi, le présent Rapport sur les ressources extérieures mobilisées pour le développement de la RDC contient les informations détaillées relatives aux décaissements des bailleurs de fonds en 2000 et 2001.

Le mois et l'année indiqués dans le bas de la page de couverture représentent le mois et l'année de publication.

3. Approbation : est une obligation ferme appuyée par l'ouverture d'un crédit ou la mise à disposition de fonds publics. Le gouvernement du pays qui fait l'objet du rapport s'engage à fournir un montant précis de ressources, assorti de conditions financières précises et à des fins précis. Les approbations sont considérées comme étant faites à la date de signature de l'accord de prêt ou de don.

4. Assistance extérieure : Aux fins du Rapport sur les ressources extérieures pour le développement de la RDC, l'assistance extérieure comprend l'aide publique au développement (APD), y compris l'assistance et les secours d'urgence et l'assistance d'organisations non gouvernementales extérieures.

5. Bénéficiaires visés : sont ceux qui doivent au bout du compte bénéficier des produits du projet.

6. Classification sectorielle nationale : classification des secteurs de l'économie adoptée officiellement par le pays bénéficiaire.

7. Cofinancement : modalité de coopération en vertu de laquelle le financement de programmes et projets est assuré par plus d'une source, sans compter le gouvernement bénéficiaire. Les arrangements de cofinancement peuvent faire appel à la participation de tiers aux coûts ou à un fonds d'affectation spéciale.

8. Consultant International (IC) : Spécialiste ou expert technique expatrié engagé pour une courte durée (au moins 12 mois) par un donateur extérieur pour fournir des services consultatifs ou autres.

9. Consultant National (NC) : Ressortissant ou résident permanent du pays bénéficiaire engagé pour une courte durée (ne dépassant pas 6 mois) sur un poste spécialisé/technique dans le cadre d'une activité de coopération technique ou autre activité de développement à financement extérieur pour fournir des services consultatifs ou autres.

10. Contribution de contrepartie du gouvernement aux projets : Contribution, en espèce ou en nature, du Gouvernement aux projets ou activités de coopération technique.

11. Déboursements : Ils correspondent au transfert international effectif de ressources financières. Ils peuvent intervenir en l'un ou l'autre de plusieurs stades : fournitures de biens et services, ressources financières mises à la disposition du bénéficiaire dans un fonds ou compte réservé, paiement de factures par le donateur pour le compte du bénéficiaire, etc.

12. Don : Il est analogue à la fourniture de fonds par un donateur sans obligation de remboursement pour le Gouvernement bénéficiaire.

13. Donateur ou Bailleur de fonds : Origine des fonds destinés à l'aide au développement (donateurs multilatéraux ou bilatéraux des organisations non gouvernementales).

14. Engagement : C'est une obligation ferme, énoncée dans un accord ou un contrat équivalent et appuyée par la mise à disposition de fonds publics, par laquelle le donateur s'engage à fournir une assistance d'un montant précis, assortie de conditions financières convenues et à des fins déterminées, au profit du pays bénéficiaire.

15. Expert International (IE) : Expatrié résidant pour une longue durée (12 mois ou plus) dans le pays bénéficiaire où il occupe un poste créé et/ou financé par un donateur extérieur.

16. Formation : Ressources allouées par le donateur dans le cadre d'un projet pour la formation des ressortissants du pays bénéficiaire, à l'intérieur ou à l'extérieur du pays en question.

17. Institution bénéficiaire : C'est l'institution qui reçoit l'assistance correspondant à l'activité de développement considéré. Un projet peut avoir un ou plusieurs institutions bénéficiaires. L'institution bénéficiaire peut être un service ou un ministère compétent.

18. Institution exécutante : C'est l'institution qui assure l'exécution effective du programme ou du projet, depuis son démarrage jusqu'à son achèvement, y compris les apports et qui veille à ce que le projet atteigne les objectifs qui lui ont été assignés. Elle peut être le donateur lui-même, le Gouvernement bénéficiaire (un Ministère) ou une institution intermédiaire exécutant le projet pour le compte du bailleur de fonds.

19. Organisme privé : Aux fins du Rapport sur les ressources extérieures mobilisées pour le développement de la RDC, un organisme privé est une institution à but lucratif qui peut être une institution exécutante ou bénéficiaire. Elle ne peut être assimilée à un bailleur de fonds d'assistance extérieure au sens où le donateur est défini ici.

20. Personnel : Personnel financé par le donateur pour l'activité d'assistance extérieure sur laquelle des informations sont réunies.

21. Prêt : Fourniture de ressources, à l'exclusion des vivres et autres produits en vrac, à des fins de secours ou de développement, y compris les programmes d'achat de produits importés, qui doivent être remboursés selon les conditions fixées dans l'accord de prêt ou convenues ultérieurement.

22. Prêt à des conditions de faveur ou prêt libéral (concessionnel) : Fourniture de fonds par un donateur dans le cadre d'un prêt qui comprend un élément don d'au moins 35%, ce qui en fait par la même une opération d'APD suivant le seuil défini par la Banque Mondiale en rapport avec les prêts à contracter par un pays faisant partie des PPTE.

23. Prêt aux conditions du marché : Tous autres fonds fournis par le donateur, remboursables sur un délai déterminé et ne remplissant pas les conditions fixées pour l'AFD. Ces données relatives à ce type de prêt ne sont pas à inclure dans le Rapport sur la Coopération au Développement du PNUD, mais sont intégrés dans le Rapport sur les ressources extérieures mobilisées pour le développement de la RDC.

24. Rééchelonnement de la dette : le rééchelonnement consiste à donner effet juridique à un nouveau calendrier de remboursement du principal et des intérêts (service de la dette) pour un ou plusieurs prêts. Chaque prêt conserve sa spécificité et le créancier reste le même.

25. Secteur : C'est le secteur organique dans lequel le projet/activité a été classé conformément au système de classification standard.

26. Coopération technique autonome (FTC) : Fourniture de ressources visant à assurer le transfert de compétences et de connaissances techniques et administratives ou de technologie afin de renforcer la capacité nationale à entreprendre des activités de développement, sans que ces ressources soient liées à l'exécution de tel ou tel projet d'investissement. La coopération technique autonome comprend les activités de pré-investissement telles que les études de faisabilité, lorsque l'investissement lui-même n'a pas encore été approuvé ou le financement obtenu. Cette catégorie correspond à la catégorie «Coopération Technique » du CAD/OCDE.

27. Coopération technique liée à des projets d'investissement (Ut) : Fourniture de ressources visant directement à renforcer la capacité d'exécution de projets d'investissement précis. Figurent sous cette rubrique les activités de pré-investissement directement liées à l'exécution d'un projet d'investissement approuvé. Par définition, cette coopération technique n'existe que s'il y a parallèlement un projet d'investissement. Elle correspond à la catégorie «Assistance Technique» du CAD/OCDE.

28. Projets d'investissement (IPA) : Financement, en espèces ou en nature, de projets d'équipement précis, par exemple des projets créateurs de capital productif susceptibles de produire de nouveaux biens ou services. Ils sont aussi appelés «assistance financière ». La catégorie des projets d'investissement (IPA) peut comporter un élément de coopération technique (auquel cas le code est IPT).

29. Aide aux programmes/aide budgétaire ou appui à la balance des paiements (PBB) : Assistance qui ne s'inscrit pas dans le cadre de projets précis d'investissement ou de coopération technique mais correspond plutôt à des objectifs plus larges de développement et macro-économiques et/ou qui est fournie dans le but précis d'améliorer la balance des paiements du pays bénéficiaire et de mettre sa disposition des devises. Cette catégorie comprend l'assistance en nature pour les apports de produits de base autres qu'alimentaires et les dons et prêts financiers permettant de payer ces apports. Elle comprend aussi les ressources correspondant aux annulations de dette publique.

30. Aide Alimentaire (FOA) : Fourniture de vivres pour l'alimentation des hommes à des fins de développement, y compris les dons et prêts pour l'achat de vivres. Les dépenses connexes (transport, stockage, distribution, etc.) figurent aussi dans cette rubrique, ainsi que les articles apparentés fournis par les donateurs, la nourriture pour animaux et les intrants agricoles par exemple, pour les cultures vivrières lorsque ces apports font partie d'un programme d'aide alimentaire.

31. Assistance et secours d'urgence (ERA) : Fourniture de ressources visant à alléger immédiatement des situations de détresse et à améliorer le bien-être des populations touchées par des catastrophes naturelles ou artificielles. L'aide alimentaire à des fins humanitaires et dans les situations d'urgence fait partie de cette rubrique. Cette assistance est essentiellement humanitaire. L'assistance et les secours d'urgence ne sont généralement pas liés aux efforts de développement du pays et ne visent pas à accroître les moyens d'action de ce dernier. Bien qu'elle soit incluse dans l'APD, cette

forme d'assistance humanitaire ne relève pas de la coopération au développement.

Encadrés, tableaux, graphiques et annexes

I. Encadré des principaux indicateurs économiques et sociaux récents en RDC

II. Liste des tableaux contenus dans le rapport

1. Evolution des taux d'inflation en RDC
2. Relevé des réajustements des prix des produits pétroliers entre 2001 et 2002
3. Situation de la dette extérieure de la RDC au 31 décembre 2001
4. Pilier du DSRP
5. Synthèse des décaissements au cours des années 80
6. Pourcentage des apports des partenaires extérieurs au cours des années 80
7. Synthèse des décaissements au cours des années 90
8. Pourcentage des apports des partenaires extérieurs au cours des années 90
9. Ressources Extérieures enregistrées en 2000 et 2001
10. Prévisions des décaissements des donateurs (2002-2005)

III. Graphiques

1. Evolution du taux d'inflation (1992-2002)
2. Evolution des prix à la pompe des produits pétroliers (2001-2002)
3. Situation du stock de la dette au 31-12-2001
4. Décaissements des ressources extérieures par année (1979-1981, 1982-1989)
5. Décaissements des ressources extérieures par année (1990-1999)

IV. Liste des annexes statistiques Annexes volet « A » :

ANNEXE 1: Synthèse des aides extérieures par Bailleur de fonds

ANNEXE II : Synthèse des aides extérieures par nature

ANNEXE III : Synthèse des ressources extérieures par types d'aides, par source, par catégorie et Bailleur

ANNEXE IV : Synthèse des aides extérieures par Secteur d'activités

ANNEXE V : Synthèse des aides extérieures par Bailleur et par secteur

d'activités Annexes volet « B »

ANNEXE I : Synthèse des décaissements effectués au profit de la RDC par les bailleurs de fonds au cours des années 80

ANNEXE II : Synthèse des décaissements effectués au profit de la RDC par les bailleurs de fonds au cours des années 90

86. Les statistiques de cette période traduisent le contexte de manque de coopération structurelle dans lequel a évolué la RDC. Au niveau des emprunts extérieurs, les décaissements annuels ont été en moyenne de USD 52,38 millions au cours des années 90 contre une moyenne annuelle de USD 213,51 millions observée au cours des années 79-89. C'est durant les années 1990-1993 que les décaissements plus significatifs ont été enregistrés et ce, grâce aux apports des partenaires multilatéraux, plus particulièrement la Banque Mondiale. Depuis la suspension des décaissements de cette institution pour cause des arriérés, les décaissements au titre d'emprunts extérieurs ont enregistré une baisse notable. De 1994 à 1999, la moyenne annuelle des décaissements a été de USD 2,99 millions provenant exclusivement des partenaires bilatéraux, notamment l'Allemagne (KFW), la Chine et le Koweït.

87. Par contre les donations ont, au cours de ces années, représenté de manière globale 77,06% contre 22,94% pour les ressources remboursables. En terme de décaissements annuel moyen, les donations ont couvert un montant de près de USD 176,02 millions contre un montant USD 52,38 millions au titre des emprunts. Les montants sont de loin inférieur à la moyenne annuelle des années 80.

88. Vu sous l'angle des donateurs, on note que les partenaires multilatéraux sont intervenus à concurrence respectivement de 60,65% de l'ensemble des ressources des années 90, les partenaires bilatéraux ont débloqués des ressources représentant 36,80% de l'ensemble et les institutions privées extérieures ont apportés des ressources équivalent à 2,55% des fonds reçus au cours de ces mêmes années.

89. D'une manière générale on observe que de 1990 à 1999, les principales rubriques, en termes de dons consentis à la RDC sont : (i) assistance et secours d'urgence (actions essentiellement humanitaire) ; (ii) coopération technique autonome (aide alimentaire) ; (iii) projets d'investissement et coopération technique liée aux projets d'investissement. Les apports en pourcentage de chaque bailleur des fonds au cours des années 90 sont détaillées dans le tableau ci-dessous.

Tableau n° 8 Pourcentage des apports des partenaires extérieurs au cours des années 90

Ressources au extérieurs				Ressources au titre des dons			
Bilatéraux	%	Multilatéraux		Bilatéraux	%	Multilatéraux	%
	d'apport		d'apport		d'apport	Et Institutio	d'apport
1.Allemagne	7,35%	IDA	41,35%	1. Allemagne	11,55%	A. Multilatéraux	60,26%
-KFW	7,35%	2.BEI	0,09%	2. Belgique	4,87%		
2.France	14,63%	3.BAD	5,80%	3. Canada	2,18%	1 BIRD	0,00%
- AFD	9,16%	4.FAD	0,00%	4.Danemark	0,00%	2.UE (FED)	33,28%
- BFCE	0,61%	5.FIDA	0,10%	5.Etats-Unis	6,84%	3.Nations Unies	26,97%
3. Italie	9,05%	6.CEE	0,02%	d'Amérique	2,24%		
-Mediocredito	9,05%	7.BIRD	12,37%	6.France	24%		
4.Chine	0,91%	8. FED	0,00%	7.Italie	4,74%	B. Ins.privées	3 3 1 %
-Gouv Chinois	0,91%	9-BADEA	0,00%	8. Japon	0,60%		
5.Koweït	2,27%	10.OPEP	0,00%	9. Pays- Bas	0,03%		
-Fonds Koweïtien	2,27%	11.BDEGL	0,00%	10-Chine	0,01%		
6.Autres	3,82%			11 Royaume Uni	0,56%		
				12-Suisse	0,75%		
				13 Suède	3,59%		
Total	38,02%		61,98%		36,43%		63,57%

PREMIER CHAPITRE

TENDANCES DES AIDES EXTERIEURES DE LA RDC

4.1 Tendances générales des flux d'aides mobilisées en 2000 et 2001

90. D'une manière globale, les décaissements annuels, tel qu'il ressort du tableau ci-dessous, ont été de USD 264,17 millions en 2000 et de USD 334,56 millions en 2001. La part relative aux dons consentis aux institutions nationales par les partenaires bilatéraux et multilatéraux est de USD 264,17 millions en 2000 et de USD 328,56 millions en 2001. Les décaissements au titre des emprunts ont été nuls en 2000 et de USD 6,00 millions en 2001. Ils se rapportent sur le prêt chinois ayant servi à financer le projet d'installation du réseau de communication Chine Telecom. Les flux d'aides extérieures mobilisées au cours de ces mêmes années par les organisations non Gouvernementales sont de USD 70,50 millions en 2000 et de USD 51,78 millions en 2001.

Tableau n ' 9 : Flux des décaissements des donateurs en millions de dollars USD

Donateurs	1998		1999		2000		2001	
	Montants	%	Montants	%	Montants	%	Montants	%
1. DONNS ET AH	123.15	99.52	194.76	100	264.17	100.00	328.56	98.21
a. Multilatéraux	77.61	62.32	112.44	57.73	106.32	40.25	110.59	33.06
b. Système des NU	50.43	40.49	75.42	38.72	65.76	24.89	99.31	29.68
-FNUAP			1'					
-HCR								
-OMS								
-PAM								
-PNUD								
-UNICEF				®				
-OIT	0.00		0.15		0.20		0.48	
	0.17		0.14					
• Autres Multilatéraux								
-BAD								
-Banque Mondiale	t		1					
-Union Européenne	27.18		37.01		40.21		9.01	
b. Bilatéraux	46.33	37.20	82.32	42.27	87.35	33.06	166.19	49.67
• Pays de PUE	33.88	27.21	41.66	21.40	26.79	10.14	47.73	14.26
-Belgique								
Espagne					-			
- France								
- Grande Bretagne								
- Italie								
Pays-Bas								
-Allemagne	0.85		4.34					
* Autres pays	12.44	9.99	40.64	20.87	60.55	22.22	118.46	35.41
- Canada			13.47		7.09		6.26	
- Chine								
- Etats-Unis d'Amérique								
- Japon	0.00		0.84		6.28		7.13	
- Suisse	1.84		3.76		6.28		5.61	
c. Dons aux ONG	-	-		=	70.50	26.69	51.78	15.48
Multilatéraux					53.48		35.67	
- UNICEF								
- Union Européenne					~			
-HCDH					0.00			
* ONG Internationales	1	--			17.02			
11. PRETS EXTERIEURS	1.39	1.12	0.00		0.00			1.79
Multilatéraux	0.00		0.00		0.00			
Bilatéraux	1.39		0.00		0.00		6.00	
Total (1+11)		100	194.76	100	264.17	100.00	334.56	100.00

91. Dans l'ensemble, l'assistance extérieure consentie à la RDC au cours de ces années 2000 et 2001 a été accordée par les partenaires bilatéraux et multilatéraux ainsi que par les ONGs internationales, partenaires des ONG locales. Les ONGs locales ont reçues également les aides de l'Union Européenne et de l'UNICEF. Les ressources extérieures liées aux emprunts extérieurs ont été moins importantes par rapport à celles relatives aux dons et aides humanitaires.

4.2. Tendances de l'aide extérieure par donateur

92. De 1996 à 2000, les apports des partenaires multilatéraux étaient supérieurs à ceux des partenaires bilatéraux. Cette tendance s'est inversée en 2001, année au cours de laquelle les partenaires bilatéraux ont consentis des ressources représentant 51,46% contre 33,06% pour les partenaires multilatéraux. Les apports des partenaires multilatéraux envers les ONGs locales ont représenté respectivement 20,24% et 10,66% en 2000 et en 2001

93. L'aide multilatérale, qui avait enregistré des baisses sensibles en passant de USD 276,2 millions en 1996 à USD 144,03 millions en 1997 et USD 77,61 millions en 1998, a accusé une amélioration à partir de 1999 avec un montant de USD 112,44 millions en 1999, USD 159,81 millions en 2000 et USD 146,27 millions en 2001, soit un accroissement respectif de 44,87%, de 105,91% et de 88,47% par rapport à 1998.

94. Au sujet de l'aide multilatérale, la grande part provient des agences des Nations Unies. Les décaissements de ces agences s'élèvent à USD 92,77 millions en 2000 et USD 134,97 millions en 2001 contre USD 40,56 millions en 2000 et USD 11,28 millions pour les autres partenaires multilatéraux. En pourcentage, les apports des agences des Nations Unies représentent 75,16% de l'ensemble des apports des partenaires multilatéraux et 38,04% de l'ensemble des flux d'aides extérieures enregistrées par la RDC en 2000 et 2001. Le financement du PAM représente 31,11% de l'ensemble des ressources provenant des agences des Nations Unies. La part de l'UNICEF représente 46,98% de l'ensemble de ces mêmes ressources alors que le pourcentage des apports du HCR et du PNUD par rapport à l'ensemble des ressources des agences des Nations Unies sont respectivement de 10,48% et 4,45%.

95. La catégorie «autres partenaires multilatéraux» est dominée par les apports de l'Union Européenne, qui représentent 96,65% de cette rubrique et 24,73% de l'ensemble des apports des partenaires multilatéraux pour les deux années sous revue.

96. L'aide bilatérale a également connu un accroissement en 2000 et 2001 par rapport au niveau des aides extérieures enregistrées entre 1996 et 1999. Cette catégorie d'aide est dominée par les apports des pays hors Union Européenne avec en tête les Etats-Unis d'Amérique dont les apports des années sous-revue représentent 76,52% de l'ensemble des apports des pays de la rubrique « autres bilatéraux » et 54,03% de l'ensemble des apports des partenaires bilatéraux. En dehors des Etats-Unis de l'Amérique, il y a les pays suivants : la Belgique, la Grande Bretagne, le Canada, la Suisse, la Suède, le Japon, le Pays-Bas et la Chine qui figurent parmi les dix principaux donateurs bilatéraux au cours des années 2000 et 2001. Plus particulièrement, la part des pays bilatéraux membres de l'Union Européenne est de 29,39% de l'ensemble des ressources de cette catégorie d'aide.

97. Parmi les pays de l'Union Européenne, on note que les six premiers donateurs de la RDC sont :

- La Belgique : Au cours des années 2000 et 2001, elle a apporté respectivement USD 15,04 millions et USD 21,81 millions, représentant globalement 49,45% de l'ensemble des apports des pays de l'Union Européenne et 14,53% de l'ensemble des apports des partenaires bilatéraux. L'aide de la Belgique a été orientée vers les actions sociales, notamment la santé et l'éducation. Une partie de cette aide a été destinée aussi au financement des travaux publics, à l'agriculture, à l'environnement et à l'appui au processus de paix et promotion de la démocratie.

- La Grande Bretagne : Les ressources extérieures consenties à la RDC représentent 2,98% de l'ensemble des apports des pays membres de l'Union Européenne et 0,88% de l'ensemble des apports des partenaires bilatéraux pour les deux années. Son action a été plus orientée vers l'appui au processus de la promotion de la démocratie.

- Le Pays-Bas : Les montants de son apport, enregistrés au cours des années 2000 et

2001, représentent 13,30% des ressources globales provenant des pays membres de l'Union Européenne et 3,91% de l'ensemble des apports des partenaires bilatéraux. L'aide extérieure de ce partenaire a servi à financer des projets sociaux, de l'agriculture, de la santé et des actions relatives à la promotion de la démocratie en RDC.

- L'Italie : Ce pays a fourni des ressources extérieures représentant 10,55% des ressources globales consenties par les pays de l'Union Européenne et 3,10% de l'ensemble des ressources des partenaires bilatéraux. Les interventions de l'Italie ont été concentrées vers des actions sociales et de financement des projets de l'agriculture, élevage et pêche.

– La France : Pour chacune des années sous revue, ce pays a accordé à la RDC une enveloppe identique de USD 2,15 millions. Par rapport à l'ensemble des ressources consenties par les pays membres de l'Union Européenne, les aides extérieures de la France ont représentés 5,77% pour les deux années couvertes par ce rapport. Cependant, par rapport à l'ensemble des ressources enregistrées en 2000 et en 2001, les apports de la France sont évalués à 1,69%. Avec ses ressources, la France a appuyé les actions sociales, de l'Education et de la formation.

- La suède : Ce partenaire a apporté à la RDC des ressources représentant 10,87% des fonds provenant des pays membres de l'Union Européenne et 4,39% de l'ensemble des ressources d'origine bilatérale. Son action a été axée vers les projets sociaux, l'agriculture, la santé et l'appui au processus de la restauration de la paix en RDC.

98. Pour les autres, il convient de noter qu'en dehors des Etats Unis d'Amérique, il y a le Canada et la Chine qui figure parmi les principaux donateurs de la RDC tels que précisés ci-dessous:

– Le Canada : Les ressources extérieures provenant de ce partenaire équivalent à 3,06% et 2,09% respectivement de l'ensemble des ressources extérieures mobilisées en 2000 et 2001. Le financement du Canada a servi à financé les projets sociaux, de la santé, de l'Agriculture et d'appuyer le processus de restauration de la paix.

–Chine : les aides extérieures mobilisées auprès de ce pays se rapportent au prêt consenti à la RDC en 2000, lequel a été utilisé pour mettre en place la société d'économie-mixte « Congo-Chine Telecom ». Ces décaissements enregistrés en 2001 s'évaluent à USD 6,00 millions représentant 1,79 % de l'ensemble des ressources de cette année.

99. Comme souligné plus haut, les ONGs locales ont, au cours des années 2000 et 2001, bénéficié des aides des ONGs internationales, des confessions religieuses et de deux partenaires multilatéraux (UNICEF et l'Union Européenne). Les données contenues dans ce rapport renseignent qu'en 2000 et 2001, les ONG internationales ont accordé aux ONG locales respectivement USD 17,08 millions en 2000 et USD 16,11 millions. Ces montants représentent globalement 5,53% de l'ensemble des ressources extérieures enregistrées au cours de ces deux années. Par contre, les ressources reçues de l'UNICEF et de l'Union Européenne par les ONG locales représentent globalement USD 89,14 millions pour les deux années, soit 14,89% des ressources totales mobilisées en 2000 et en 2001.

4.3 Tendances des flux d'aides par type d'assistance

100. Il convient de rappeler qu'au lendemain du gel de la coopération structurelle, les ressources extérieures consenties à la R.D.C. avaient sensiblement diminué. En termes d'emprunts extérieurs, elles sont devenues nulles en 1999. Dès l'année 2000, un nouveau élan de coopération a été amorcé timidement et s'est accéléré en 2001 avec l'ouverture politique et économique amorcée par le Gouvernement en début de cette année. Un seul emprunt extérieur a été contracté en 2000, mais décaissé en 2001. Ainsi, l'ensemble des ressources mobilisées en 2000 sont des dons accordés sous forme d'aide humanitaire, alimentaire, d'équipements/infrastructures, d'assistance technique, d'aides d'urgence, de financement ou micro crédit et pour les projets de développement. De même, en 2001, les ressources extérieures mobilisées sont

constituées de dons à concurrence de 98,21%. La différence de 1,79% représente l'emprunt chinois décaissé en 2001 pour la réalisation du projet de télécommunication Congo Chine telecom.

- Aide Humanitaire : Elle couvre 29,58% des ressources extérieures de 2000 et 30,4% de celles de l'année 2001, soit une moyenne globale de 30,01% pour l'ensemble de la période sous revue. Au regard de la situation de guerre que traverse le pays et de conflits dans ses frontières, laquelle est à la base de l'accroissement du nombre des déplacés de guerre, des réfugiés et des personnes vulnérables, l'aide humanitaire a augmenté d'une année à l'autre. Elle est passée de USD 44,74 millions en 1998 à USD 78,15 millions en 2000 et à USD 101,87 millions en 2001. Dans ce contexte, les gros bénéficiaires de cette aide extérieure ont été les réfugiés centrafricains, burundais, rwandais et congolais de Brazzaville.

- Aide Alimentaire : Cette assistance a été de USD 40,15 millions en 2000 et USD 95,45 millions en 2001, soit globalement 21,53% de l'ensemble des ressources enregistrées au cours de ces deux années. Les principaux donateurs d'aide alimentaire sont le PAM, les Etats-Unis d'Amérique, le Japon, la Belgique, l'Italie, le Canada, la suisse et l'ONG internationale dénommée «l'Action contre la Faim (ACF).

- Renforcement des capacités et Assistance technique : Les actions de renforcement des capacités et d'assistance technique ont conduit à une mobilisation des ressources de l'ordre de USD 29,85 millions et USD 16,69 millions, soit globalement 7,77% de l'ensemble des ressources enregistrées au cours de ces deux années. Pour ces années, l'appui au Programme National d'Urgence de Renforcement des Capacités (PNURC) n'a été assuré que par le PNUD qui a démarré ses activités en août 2001. La plupart des bailleurs de fonds supposés apporter leur appui au PNURC n'ont pu démarrer leurs activités en raison de la longueur de leur procédure interne. En dehors du PNUD, il y a la Belgique, l'Union Européenne, l'UNICEF, le Canada et la France qui ont apporté une part significative en termes de l'Assistance Technique.

- Aides d'urgence : Ces aides d'urgence ont représenté 16,52% de l'ensemble des ressources extérieures mobilisées en 2000 et en 2001. Au cours de ces deux années, les montants enregistrés est de USD 53,83 millions en 2000 et de USD 45,09 millions en 2001. Ces secours d'urgence ont été principalement alloués par l'UNICEF, l'Union Européenne et les ONG internationales Médecins Sans Frontières (MSF) et Catholic Relief Service (CRS).

Equipements/infrastructures : les ressources extérieures ayant servi à l'acquisition des équipements et au financement des travaux d'infrastructures ont représenté USD 4,23 millions en 2000 et USD 6,17 millions en 2001, soit 1,74% de l'ensemble des ces ressources. La Belgique et la Chine sont les donateurs ayant consenti l'essentiel de ces ressources.

- Financement des Micro-crédits : Les ressources extérieures affectées aux fins de financement des micro-projets ont été de USD 3,25 millions en 2000 et de USD 1,92 millions en 2001, soit 0,86% de l'ensemble des ressources mobilisées au cours de ces deux années.

- Financement des projets de développement : l'appui aux projets de développement s'est élevé à USD 14,53 millions en 2000 et USD 22,16 millions en 2001. Par rapport à l'ensemble des ressources mobilisées au cours de ces deux années, le financement des projets de développement représente 6,13%.

- Appui à la démocratie : Au cours des années 2000 et 2001, les partenaires extérieurs ont débloqué respectivement USD 16,55 millions et USD 12,45 millions dans le cadre de l'appui au développement de la démocratie. Ces deux montants mis ensemble représentent 4,84% du total général des décaissements se rapportant à ces deux années.

- Aide Budgétaire et/ou financière: Un montant global de USD 36,24 millions a servi à l'aide budgétaire et/ou financière. Par rapport à l'ensemble des ressources, cette aide

représente 6,05%.

- Multi-Nature : Cette rubrique se rapporte aux ressources dont l'utilisation a couvert plusieurs secteurs et pour lesquelles les allocations sectorielles sont difficiles à être isolées du fait que la part revenant à chaque secteur n'est pas précisé. Elles ont été de USD 12,87 millions en 2000 et de USD 7,26 millions en 2001. Ce qui représente globalement 3,36% de l'ensemble des ressources mobilisées au cours de ces deux années.

4.4. Prévisions des décaissements

101. Les ressources mobilisées en 2000 et en 2001 proviennent des fonds engagés avant ou au cours de ces années. D'autres ressources à consentir aux institutions nationales se trouvent encore au niveau des engagements annoncés. Et pour ces ressources, aucun déboursement n'est encore opéré à ce jour. Cette situation a fait apparaître des soldes non décaissés au 31 décembre 2001. Suivant la programmation des bailleurs de fonds, les ressources non décaissées au 31 décembre 2001 devraient être libérées tout au long de la période 2002-2005.

102. Pour sa part, le Gouvernement devrait prospecter les diverses sources de financement du PMURR, dont le montant initial du programme a été estimé à USD 1,7 milliards, et du DSRP dont le besoin de financement était évalué à USD 9 millions. Dès le début, la Banque Mondiale s'était engagée à financer le PMURR à concurrence de USD 454 millions, montant du reste approuvé par le Conseil d'administration de cette institution. Suivant la programmation de ce bailleur, les décaissements effectifs de ces fonds [DA devaient intervenir à partir du mois de septembre 2002. Le FMI avait, pour sa part, accordé un financement d'environ USD 750 millions, dont USD 524 millions devaient servir au financement de la résorption des arriérés envers les créanciers multilatéraux de la RDC.

103. Les décaissements prévisionnels programmés par les bailleurs de fonds sont de USD 466,18 millions pour 2002, de USD 380,26 millions pour 2003, de USD 388,26 pour 2004 et USD 204,80 millions pour 2005. Le tableau ci-dessous permet d'identifier les prévisions de décaissements par bailleur.

Tableau n ° 10: Prévisions des décaissements des donateurs en millions de dollars USD

Donateurs	2002	2003	2004	2005	Après 2005	Total Prév
Multilatéraux	172,23	304,72	328,66	189,90	10,72	1.006,23
Système des Nations	94,04	64,74	49,63	28,71	10,72	247,85
FAO	4,36	2,30	1,30	0,37	0,00	8,34
FNUAP	4,60	4,80	5,00	5,20	10,40	30,00
HCR	17,39	15,00	15,00	15,00	0,00	62,39
OMS	6,32	4,43	0,00	0,00	0,00	10,75
PAM	33,08	30,00	20,78	0,00	0,00	83,86
PNUD	6,95	8,21	7,55	8,14	0,32	31,17
UNICEF	20,33	0,00	0,00	0,00	0,00	20,33
OIT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,01
Autres Multilatéraux	78,19	239,97	279,03	161,19	0,00	758,38
BAD	1,80	15,97	22,36	16,25	0,00	56,38
Banque Mondiale	53,89	206,00	253,97	142,24	0,00	659,09
Union Européenne	22,51	18,00	2,70	2,70	0,00	45,91
Bilatéraux	293,95	76,24	59,60	14,91	2,14	446,84
Pays de l'Union Européenne	174,59	59,90	52,58	9,77	0,00	296,84
Belgique	50,49	39,69	31,86	1,94	0,00	123,98
Espagne	1,46	0,00	0,00	0,00	0,00	1,46
France	6,93	4,86	5,76	0,90	0,00	18,45
Grande-Bretagne	9,90	0,00	0,00	0,00	0,00	9,90
Italie	4,06	3,86	3,46	0,99	0,00	12,38

Pays-Bas	95,80	5,55	5,55	0,00	0,00	106,91
Suède	5,94	5,94	5,94	5,94	0,00	23,76
Allemagne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres pays	119,36	16,34	7,03	5,14	2,15	150,00
Canada	8,86	7,94	7,03	5,14	2,14	31,10
Chine	9,60	8,40	0,00	0,00	0,00	18,00
Etats-Unis d'Amérique	91,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Japon	4,20	0,00	0,00	0,00	0,00	4,20
Suisse	5,50	0,00	0,00	0,00	0,00	5,50
Total	466,18	380,96	388,26	204,80	12,86	1.453,07

104. La mobilisation, par le Gouvernement, de ressources autres que celles déjà programmées par les bailleurs de fonds, notamment celles devant assurer le financement du PMURR devrait aboutir à l'augmentation des décaissements prévisionnels. Ainsi, la préoccupation du gouvernement est d'améliorer la capacité des structures nationales à absorber rapidement les ressources pour assurer une bonne exécution des projets à mettre en oeuvre.

4.5. Leçons tirées des tendances des aides pour le développement de la RDC

105. La composition des aides extérieures par type d'assistance prouve à suffisance l'ampleur de la situation socio-humanitaire au cours des années 2000 et 2001. La grande partie des apports extérieurs a servi ainsi à des actions humanitaires, notamment pour atténuer les effets néfastes causés par la guerre. Il en est ainsi des effets des atrocités commises à Kisangani lors de l'affrontement de l'Ouganda et du Rwanda sur le territoire congolais. Par ailleurs, le don a constitué la principale ressource extérieure de la RDC, en raison de l'absence de la coopération structurelle au cours de la période sous-analyse.

106. L'analyse de l'affectation sectorielle de l'aide mobilisée en 2000 et en 2001 révèle que 45,09% des ressources extérieures ont servi à financer les projets sociaux. Ce choix découle certes de la situation sociale préoccupante, renforcée par les effets de la guerre d'agression contre la RDC. Les secteurs de la santé, agriculture et de l'environnement ont été financés à concurrence de 17,89% de l'ensemble des ressources mobilisées durant ces deux années. Compte tenu de la situation particulière de la RDC, un montant représentant globalement 6,17% de l'ensemble des ressources extérieures a été affecté aux actions d'appui au processus de la restauration de la paix et de la promotion de la gouvernance et de la justice.

107. Après l'expérience de la coopération indirecte, sans aucune implication de l'Etat, les partenaires extérieurs ont, dès l'année 2000, choisi d'impliquer les institutions publiques dans le processus de mise en oeuvre de leur programme, ce qui permet à l'Etat de suivre tant soit peu les actions menées sur terrain par les bailleurs de fonds.

108. La prédominance des actions humanitaires dans l'aide extérieure n'a pas permis aux bailleurs de fonds d'engager des actions susceptibles d'avoir un grand impact sur le développement du pays tout au long de ces deux années.

DEUXIEME CHAPITRE

PROBLEMATIQUE DE LA MOBILISATION ET DE L'ABSORPTION DE L'AIDE EXTÉRIEURE EN RDC

5.1. Contraintes internes d'ordre structurel

109. En matière de négociation, de coordination et de mobilisation des aides extérieures, la RDC dispose d'un cadre juridique et institutionnel classique prévoyant des structures et des mécanismes étatiques de coordination. Ces structures sont principalement les services de l'Etat impliqués dans les actions de coopération, en l'occurrence, la Coopération Internationale, les Affaires Etrangères, le Plan et la Reconstruction, les Finances, le Budget, l'Economie Nationale, le Commerce Extérieur, l'Industrie et PME, la Banque Centrale du Congo, tous membres du CCRE. En outre, le Secrétariat Permanent du Comité Interministériel chargé des questions économiques et Financières (ECOFIN) traite aussi des questions de la mobilisation des ressources extérieures. Par ailleurs, l'Office de Gestion de la Dette Publique (OGEDP) a reçu la mission de prospecter les meilleures sources de financement et d'assurer la gestion de la dette publique.

110. Ce cadre juridique et institutionnel détermine, en matière de mobilisation et de coordination, les tâches spécifiques dévolues à chacun des services énumérés ci-dessus tout en fixant les modalités pratiques de leur collaboration et de concertations permanentes (CCRE, ECOFIN).

111. Cependant, sur le terrain il est observé un foisonnement des structures impliquées dans le processus de mobilisation des ressources extérieures. Cette situation fragilise l'action des structures nationales durant le processus de mobilisation des ressources extérieures et justifie en partie la faiblesse de la capacité d'absorption des fonds mis à la disposition de la RDC.

112. En effet, les empiétements fréquents sur les attributions des uns et des autres services concernés, le dédoublement des services, le manque de relais et de collaboration étroite dans le fonctionnement des structures établies donnent lieu à la formation et à la multiplication d'autres centres parallèles d'engagement de l'aide extérieure à la dimension des besoins isolés des services demandeurs.

113. De même, la non maîtrise par l'Etat des activités mises en œuvre par les partenaires extérieurs ne peut lui permettre d'assurer un bon suivi de la mobilisation de l'aide extérieure et partant d'évaluer le niveau de l'absorption de cette aide par les principaux bénéficiaires. Tant que le contrôle des structures de substitution (ONG) échappe à l'Etat ou lorsque ces dernières ne sentent guère peser sur elles l'obligation de rendre compte à l'Etat des aides reçues ainsi que de leurs affectations, il sera davantage difficile pour le Gouvernement d'assurer la coordination des actions des bailleurs de fonds.

114. Outre le problème lié aux structures nationales, il y a la faible connaissance des procédures des bailleurs de fonds ainsi que de leurs mécanismes d'intervention qui constitue un autre facteur qui gêne la mobilisation des ressources extérieures en République Démocratique du Congo.

5.2 Contraintes dues aux conditions des aides

115. Trois principaux réseaux de coopération ressortent du côté des donateurs, à savoir, (i) la coopération multilatérale comprenant les agences spécialisées du Système des Nations Unies, les institutions financières internationales, l'Union Européenne et autres organisations multilatérales ; (ii) la coopération bilatérale ainsi que (iii) les fondations, ONG et autres organisations humanitaires internationales.

118. Du côté des bénéficiaires congolais, les points d'impact collectifs sont (i) le Gouvernement et les institutions publiques, et (ii) la société civile comprenant les ONG, les institutions privées de recherche et d'enseignement, les confessions religieuses et autres organisations communautaires.

119. L'octroi de l'aide extérieure, qu'elle soit sous forme de don, de prêt (crédit) ou d'assistance humanitaire, est souvent assorti des conditions posées par les bailleurs de fonds. Il suffit au pays bénéficiaire de ne pas être en mesure de satisfaire aux conditions posées pour voir l'aide suspendue, coupée ou orientée à un autre secteur qui intéresse le bailleur de fonds. Aujourd'hui, les bailleurs de fonds sont encore beaucoup plus exigeants. En plus des conditions traditionnelles, l'octroi de l'aide extérieure est subordonné à la bonne gouvernance, à la démocratie, en respect des droits de l'homme et à la sécurité publique dans les pays demandeurs. Ces facteurs retardent l'utilisation de certains fonds déjà mis à la disposition de la RDC par les bailleurs de fonds.

120. Durant la période de la suspension de la coopération, les partenaires extérieurs avaient adopté une nouvelle forme de coopération dite «humanitaire ». Cette coopération a comme caractéristique principale et particulière, la prédominance de l'aide alimentaire et de secours d'urgence gérée, pour la plupart, directement par les ONG. Celles-ci jouent un rôle dynamique dans la production des services sociaux (santé et éducation). Du fait qu'elles ne sont pas contrôlées, certaines de ces ONG commettent des abus dans l'exercice de leurs activités, ce qui conduit au gaspillage de l'aide extérieure apportée à la RDC quoi qu'indirectement.

121. Axée sur les événements aléatoires et accidentels, l'aide extérieure est demeurée assujettie à la volonté des humanitaires-donateurs, selon la sensibilité politique internationale. L'absorption de cette aide apparaît donc irrégulière, car intervenant occasionnellement et de façon disparate suite à des événements énumérés ci-dessus : guerre avec ses conséquences néfastes sur les populations civiles, catastrophes naturelles et humanitaires (inondation d'eau, érosion, éruption volcanique, résurgence de maladies endémiques et épidémiques, etc.).

122. L'aide extérieure intervient également en faveur des personnes vulnérables, généralement les vieillards, les orphelins, les femmes et les enfants atteints d'un niveau extrême de pauvreté. En résumé, le caractère imprévisible de cette forme de coopération a constitué une véritable contrainte à l'absorption de cette aide. De même, l'impact de l'aide indirecte sur le développement de la RDC a été quasiment nul. D'où, l'option prise d'impliquer le Gouvernement dans l'action de mise en oeuvre des programmes de sorte à aider les ONGs à canaliser leurs actions vers les objectifs fixés dans les programmes du pays.

123. Au regard de ce qui précède, une action de réformes du cadre de coordination, de mobilisation et de gestion des ressources extérieures a été jugée nécessaire par le Gouvernement. Quelques actions ont été ainsi entreprises pour améliorer la mobilisation et l'absorption de l'aide extérieure en RDC.

5.3. Réformes en cours

5.3.1. Secteur public

124. Le Gouvernement et les institutions publiques bénéficiaires ont enrichi leur bilan depuis la reprise de la planification du développement économique et social assorti des techniques de certitude et de cohérence: cadre macro-économique, cadre logique de planification, programmation, gestion et suivi-évaluation ainsi que cadre de coopération et de coordination en termes d'Approche Programme. Néanmoins, certaines faiblesses demeurent encore et nécessitent que des nouvelles actions soient engagées pour améliorer les capacités des institutions publiques à mobiliser les ressources extérieures. La relance des activités du CCRE a été annoncée aux bailleurs de fonds en février 2002, les réflexions sur les commissions techniques à mettre en place au sein du CCRE ont été menées dans le cadre des actions de renforcement des capacités appuyées par le PNUD. Les conclusions y relatives ont été validées par les experts nationaux et seront examinées par le Gouvernement.

5.3.2. ONG nationales et internationales

125. Toutes confessionnelles au départ (catholiques, protestant, kimbanguistes,

notamment), les ONG congolaises ont réalisé des actions concrètes et bien ciblées, dans les domaines de la santé, de l'éducation et socio-humanitaire (DDK/ASIPP 2001). Plusieurs projets ont été initiés et réalisés avec leurs concours. Leur impact a été en effet décisif. Quant aux ONG internationales, leur impact a été et est toujours déterminant par la consolidation des ONG nationales dans leurs domaines respectifs, grâce à un apport financier substantiel.

126. Toutefois, de toutes les ONG confondues, il est à noter quelques points faibles ci-après : Les données statistiques qui existent pourtant, ne sont pas disponibles par manque notamment d'une meilleure coordination et d'un encadrement efficace de la part des institutions publiques compétentes. La multiplicité des ONG congolaises semble être inutile aux observateurs avisés, aussi longtemps que cet accroissement ne se justifie pas et qu'il comporte des effets pervers, entre autres, le saupoudrage de l'aide extérieure, en raison du double, voire même multiple emploi pour les activités semblables. Dans cet ordre d'idées, le concours extérieur étant ponctuel ou d'une durée déterminée, en l'absence d'un soutien interne et des mécanismes relais de pérennisation à la fin des projets, ces structures si indispensables disparaîtront pour être recréées sur l'initiative et le financement extérieurs comme bien de projets dans le passé ; il y a effectivement précarité.

127. Par ailleurs, il a été regrettable que les actions des ONG aient été menées à un certain moment dans un esprit de compétitivité avec le secteur public du pays hôte et d'insubordination à son égard ; ce qui explique notamment la faiblesse de communication, coordination et collaboration susmentionnée, laquelle est à la base du retard constaté dans la mise en oeuvre du processus participatif et d'un cadre de concertation idéal, soit le partenariat formel avec l'Etat. Une action a été menée par le Ministère du Plan afin de systématiser la concertation avec les ONG nationales et internationales. A termes, un Conseil consultatif de la société civile, réunissant les ONG et les autres organisations de la société civile, a été mis en place.

CONCLUSION GENERALE

CONCLUSION GENERALE

128. La République Démocratique du Congo a bénéficié des apports des bailleurs de fonds au cours des années 2000 et 2001, essentiellement dans le cadre des aides humanitaires. La part des ressources destinées à la réalisation des projets de développement est demeurée insignifiante en raison de l'absence de la coopération structurelle avec les principaux bailleurs de fonds. Toutefois, par rapport aux années antérieures, il y a eu un accroissement de l'enveloppe des aides extérieures mobilisées au cours de ces deux années. De USD 124,54 millions en 1998 et USD 194,76 millions en 1999, les flux d'aides extérieures sont passés à USD 264,17 millions en 2000 et à USD 334,56 millions en 2001.

129. Les actions politiques menées par le Gouvernement depuis le mois de février de l'année 2001, dans l'objectif de restaurer la paix et de réunifier le pays, créent ainsi des conditions propices à la mobilisation des flux d'aides extérieures dans le cadre de la mise en oeuvre du PMURR élaboré par le Gouvernement avec l'appui de la Banque Mondiale.

130. Des prévisions des décaissements sont programmées par les bailleurs de fonds pour la période 2002-2005. C'est par le renforcement des capacités du CCRE à travers les actions de formation aux procédures des bailleurs de fonds, aux techniques de négociation, de gestion des accords et des données sur les ressources extérieures que l'on peut améliorer la capacité du pays à mobiliser d'importantes ressources aux fins d'assurer une exécution convenable du programme de développement qui sera mis en oeuvre.

131. La publication du présent rapport constitue le résultat des premières actions de renforcement des capacités menées jusque là. Ce rapport sur les flux d'aides extérieures permet au CCRE de rendre disponible les données officielles des années 2000 et 2001, lesquelles seront utilisées par les différentes institutions nationales qui diffusent les statistiques économiques et financières. Il marque aussi la reprise par le CCRE de la coordination de l'aide telle qu'annoncée en date du 25 janvier 2002 par le Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale et celui du Plan et Reconstruction.

TROISIEME PARTIE

ANNEXES VOLET « A »

**STATISTIQUES DES ANNEES 2000 ET 2001 RELATIFS AUX DECAISSEMENTS
EFFECTUES AU PROFIT DE LA RDC PAR LES BAILLEURS DE FONDS.**

			Montant engagé	Avant	Flux annuel de décaissement			solde
					2000	2001	Total	
	FAO		17492	2171	2393	4266	8830	8662
	FNUAP		37	0	0	22	22	15
	HCR		86 264	0	10 527	13 343	23 870	62 394
	OMS		21689	0	3050	5466	8516	13173
	PAM		166268	4886	22483	48377	75746	90522
	PNUD		96 191	70 507	4 712	5 425	80 644	15 547
	UNICE		71 771	0	22 399	21 930	44 329	27 442
	OIT		1 982	0	200	485	685	1 297
	Banque Africaine de Développement		56893	0	0	516	516	56377
	Banque Mondiale		1 256 050	0	350	1 752	2102	1178393
	Union européenne		449 338	22557	40214	9009	71 780	377 558
	Belgiq		113 431	1 043	15038	21 815	37896	75534
	Espag		4463	0	1463	1463	2925	1538
	France		23488	810	2 147	2147	5 103	18385
	Grande Bretagne		2 374	0	56	2 187	2 223	151
	Italie		35779	5817	3436	4431	13684	22095
	Pays- Suède		114 719	0	4653	5261	9914	104 805
	Canada		16211	0	0	10449	10449	5762
	Canada		31 863	1419	7090	6260	14 769	17094
	Chine		20160	3600	3360	6000	12960	7200
	Etats-		269 952	34 138	37540	99452	171 130	98822
	Japon		22 900	1 340	6 283	7 130	14 753	8 147
	Suisse		25250	7855	6280	5615	19750	5500

	Montant engagé	Flux annuel de décaissement				solde
		2000	2001	Total		
Armée du Salut	435	0	187	173	360	75
ACF (Action Contre la Faim)	8 409	0	4 401	208	4 609	3 800
IRC (International Rescrite Commitee)	3802	0	1 293	2508	3801	1
WV (Vision Mondiale)	4000	0	0	4000	4000	0
UNICEF (Fonds des Nations Unies pour l'Enf	92046	0	27008	35660	62668	29378
UE (Union Européenne)	57782	0	26477	0	26477	31 305
MEDAIR	750	0	750	0	750	0
Save the Children	1 219	0	1 219	0	1 219	0
CODEV (Coopération en Développement / Fr	1 062	0	802	260	1 062	0
ATLAS LOGISTIQUE	6133	0	0	0	0	6 133
MSF/B (Médecins sans Frontières)	10 395	0	4 995	5 400	10 395	0
CRS (Catholic Relief Services)	6767	0	2930	3453	6383	384
GRET (Groupe de Recherche et d'Echanges T	846	0	315	0	315	531
FEV (Faune et vie)	12	0	12	0	12	0
MUDESOLCAT	16	0	9	6	15	1
AFIRE	56	0	0	26	26	30
CEMEA/Tshikapa	12	0	12	0	12	- 0
FOCEM	93	11	35	28	74	19
UFABES (Union des familles pour le Bien-Etre	57	0	56	1	57	0
HCDH (Haut Commissariat de Droit Humain)	29	0	0	18	18	11
L.E.(Ligue des Electeurs)	68	0	0	36	36	32
Pharmaciens Sans Frontières - Comité Interna	811	0	0	0	0	811
Total Général	3099363	153	264 174	334	754	2 26

République Démocratique du Congo
Coordination des Ressources Extérieures

Synthèse des aides extérieures par nature (en milliers de dollar)

Nature / Bailleur	Montant engagé	Avant	Flux annuel de décaissement			solde
			2000	2001	total	
Aide humanitaire						
. FAO	11 651	2 171	2 298	3 557	8 026	3 625
• FNUAP	7	0	0	7	7	0
- HCR	86264	0	10527	13343	23 870	62 394
- OMS	19303	0	2405	4211	6616	12687
PAM	375	0	0	375	375	0
• UNICEF	21 966	0	7969	6912	14881	7085
- OIT	8	0	0	0	0	8
- Banque Africaine de Développement	1 032	0	0	516	516	516
- Banque Mondiale	2 000	0	0	20	20	1 980
- Union européenne	80 742	0	23 592	4 500	28 092	52 650
- Belgique	40 383	1 043	2 188	7 983	11 214	29 169
- Espagne	23	0	0	0	0	23
- France	108	0	0	0	0	108
- Grande Bretagne	1 046	0	0	1 046	1 046	0
- Italie	9184	2203	1506	1 659	5368	3816
- Pays-Bas	14760	0	4500	4860	9360	5400
- Suède	4995	0	0	4401	4401	594
- Canada	11 963	0	2 329	2 660	4 989	6 974

- Etats-Unies	79167	4 597	13 000	36 570	54167	25 000
- Japon	8924	0	0	2285	2285	6639

Nature / Bailleur	Montant engagé	Flux annuel de décaissement				solde
		Avant	2000	2001	Total	
Suisse	19 353	7 170	8205	4478	17853	1500
Armée du Salut	125	0	50	45	95	30
ACF (Action Contre la Faim)	3 092	0	292	208	500	2 592
IRC (International Rescrite Committee)	3 527	0	1 293	2 233	3 526	1
UNICEF (Fonds des Nations Unies pour l'Enfance)	28 651	0	0	0	0	28 651
Total: Aide humanitaire	448 648	17184	78153	101 868	197 205	251 442
Aide alimentaire						
PAM						
Belgique	3 744	0	372	372	743	3 001
France	3 240	810	324	324	1 458	1 782
Italie	12843	3218	1 733	1 683	6633	6210
Suède	990	0	0	495	495	495
Canada	7 656	718	1 613	1 593	3 925	3 731
Chine	600	0	600	0	600	0
Etats-Unies	85 001	5 500	4 500	37 001	47 001	38 000
Japon	10 467	0	5 717	4 750	10 467	0
Suisse	1 897	685	75	1137	1 897	0
Année du Salut	205	0	137	68	205	0
ACF (Action Contre la Faim)	2 553	0	2 553	0	2 553	0
MUDESOLCAT	10	0	9	0	9	1
FOCEM	85	7	35	26	68	17

Total : Aide alimentaire	295 184	15 824	40 151		95 451	151 425	143 759
Aide budgétaire ou financière - OMS	1900	0	645		1255	1900	0

	Nature/ Bailleur	Montant engagé	Avant	Flux annuel de décaissement			solde
				2000	2001	Total	
-	UNICEF	30335	0	8508	8653	17161	13174
-	Banque Africaine de Développement	16900	0	0	0	0	16900
-	Banque Mondiale	300	0	0	0	0	300
-	Belgique	17225	0	0	4304	4304	12921
-	Espagne	878	0	293	293	585	293
	France	40	0	0	0	0	40
-	Suède	9 551	0	0	4 878	4 878	4 673
-	Canada	195	0	98	98	195	0
-	Chine	13200	3600	0	6000	9800	3600
-	Suisse	4000	0	0	0	0	4000
-	Save the Children	1 219	0	1 219	0	1219	0
.	FOCEM	8	4	0	2	6	2
	Total: Aide budgétaire ou financière	95 750	3 604	10 762	25 482	39 848	55 902
	Appui à la démocratie, L'Etat de droit						
-	FNUAP	30	0	0	15	15	15
-	UNICEF	4487	0	1350	1388	2748	1739
	OIT	6	0	0	0	0	6
-	Banque Mondiale	32750	0	350	485	835	31915
-	Union européenne	13010	0	4010	0	4010	9000
-	Belgique	7 756	0	0	475	475	7 281

- France	62	0		0	0	0	62
- Grande Bretagne	1 158	0		1	1 018	1 019	139
- Pays-Bas	500	0		0	248	248	252
- Suède	675	0		0	675	675	0

Nature / Bailleur	Montant engagé	Avant	Flux annuel de décaissement			solde
			2000	2001	Total	
Canada	3 847	556	402	544	1 502	2 345
Etats-Unies	41 586	12511	10130	7523	30164	11 422
- Japon	500	200	300	0	500	0
AFIRE	56	0	0	26	26	30
HCDH (Haut Commissariat de Droit Humain)	16	0	0	15	15	1
L.E.(Ligue des Electeurs)	68	0	0	36	36	32
Total: Appui à la démocratie,L'Etat de droit	106 506	13267	16553	12448	42 268	64 238
Renforcement des capacités de gestion						
UNICEF	9745	0	2922	2970	5892	3853
- OIT	20	0	0	0	0	20
Banque Mondiale	500	0	0	20	20	480
Union européenne	535	0	526	9	535	0
- Belgique	21 607	0	11 898	2958	14856	6751
France	41	0	0	0	0	41
Grande Bretagne	130	0	38	92	130	0
Italie	1 215	0	0	0	0	1 215
- Japon	44	0	0	0	0	44
FEV (Faune et vie)	12	0	12	0	12	0
- HCDH (Haut Commissariat de Droit Humain)	3	0	0	0	0	3
Total : Renforcement des capacités de gestion	33 852	0	15 395	6 050	21 445	12 406
Equipement,infrastructures						

- OIT						
- Banque Mondiale	18500	0	0	800	800	17700
- Union européenne	154	0	154	0	154	0

	Nature / Bailleur	Montant engagé	Flux annuel de décaissement				
			2000	2001	Total		
-	Belgique	16142	0	0	5038	5038	11103
-	Espagne	52	0	0	0	0	52
-	France	4 073	0	0	0	0	4 073
•	Grande Bretagne	35	0	11	11	22	13
-	Italie	360	0	0	0	0	360
-	Chine	6360	0	2760	0	2760	3600
-	Japon	225	0	0	0	0	225
-	Armée du Salut	105	0	0	60	60	45
-	ACF (Action Contre la Faim)	185	0	185	0	185	0
•	CODEV (Coopération en Développement / France	1 062	0	802	260	1 062	0
-	GRET (Groupe de Recherche et d'Échanges Techn.)	846	0	315	0	315	531
-	MUDESOLCAT	8	0	0	6	6	0
	Total: Equipement,infrastructures	48109	0	4227	6 175	10402	37707
Projets de développement							
-	FAO	5 841	0	95	709	804	5 037
-	OIT	115	0	0	0	0	115
	Banque Mondiale	897 900	0	0	394	394	897 506
-	Union européenne	274 994	555	4 531	2 700	24 786	250 208
-	Belgique	3028	0	0	0	0	3028
-	Etats-Unies	64198	530	9 910	18 358	39 798	24 400
-	Pharmaciens Sans Frontières - Comité Internationale	811	0	0	0	0	811

Total : Projets de développement	1 246 887	085	14 536	22 161	65 782	1 181 105
Micro-projet - OIT	5	0	0	0	0	5

Nature / Bailleur	Montant engagé	Avant	Flux annuel de décaissement			solde
			2000	2001	Total	
- Banque Mondiale	1 046	0	0	0	0	1 046
• Union européenne	1 584	0	1 584	0	1 584	0
France	8 397	0	810	810	1 620	6 777
- Grande Bretagne	6	0	6	0	6	0
- Pays-Bas	99459	0	153	153	306	99153
- Canada	2484	144	430	861	1436	1048
Japon	2740	1140	266	95	1501	1239
HCDH (Haut Commissariat de Droit Humain)	3	0	0	3	3	0
Total: Micro-projet	115724	1 284	3249	1 922	6455	109 266
Assistance technique						
. PNUD	95935	70507	4712	5425	80644	15291
- OIT	1 823	0	200	485	685	1 138
- Banque Africaine de Développement	38 961	0	0	0	0	38 961
Banque Mondiale	303 054	0	0	33	33	227 466
• Union européenne	78320	5001	5619	1 800	12620	65700
Belgique	157	0	0	0	0	157
Espagne	878	0	293	293	585	293
- France	7 529	0	1 013	1 013	2 025	5 504
- Italie	12177	396	198	1 089	1 683	10 494
- Canada	5 719	0	2 218	504	2 722	2 997
- HCDH (Haut Commissariat de Droit Humain)	7	0	0	0	0	7

Total : Assistance technique	544 558	75 904	14 452	10 641	100 997	368 006
Multinature (Appui techn.,Aide financière, - OMS	486	0	0	0	0	486

Nature / Bailleur	Montant engagé	Avant		Flux annuel de décaissement			solde	
				2000	2001	Total		
PNUD	206		0	0	0	0		206
UNICEF	5 238		0	1 640	2 007	3 647		1 591
Belgique	1 374		0	0	104	104		1 270
Espagne	2 633		0	878	878	1 755		878
ACF (Action Contre la Faim)	1 103		0	1 056	0	1 056		47
IRC (International Rescrite Commitee)	275		0	0	275	275		0
WV (Vision Mondiale)	4 000		0	0	4 000	4 000		0
UE (Union Européenne)	11 822		0	8 477	0	8 477		3 344
MEDAIR	750		0	750	0	750		0
CEMEA/Tshikapa	12		0	12	0	12		0
ARABES (Union des familles pour le Bien-Etre Social)	57		0	56	1	57		0
Total: Multinature (Appui techn.,Aide financière,	27955		0	12889	7265	20134		7822
Aide d'urgence								
PNUD								
Belgique	2015		0	581	581	1161		854
ACF (Action Contre la Faim)	1 476		0	315	0	315		1 161
UNICEF (Fonds des Nations Unies pour l'Enfance)	63 395		0	27 008	35 660	62 668		727
UE (Union Européenne)	45 960		0	18 000	0	18 000		27 960
ATLAS LOGISTIQUE	6 133		0	0	0	0		6 133
MSF/B (Médecins sans Frontières)	10 395		0	4 995	5400	10 395		0
CRS (Catholic Relief Services)	6 767		0	2 930	3 453	6 383		384

Total: Aide d'urgence	136 191		0	53829	45094	98922	37269
Total Général	3 099 363		156153	264 174	334 556	754 883	2.268 925

**SYNTHESE DES AIDES EXTERIEURES PAR TYPES D'AIDES, PAR SOURCE, PAR
CATEGORIE ET PAR BAILLEUR DE FONDS**

République Démocratique du Congo Comité de Coordination des Ressources Extérieures	SYNTHESE DES AIDES EXTERIEURES PAR TYPE, PAR SOURCE, PAR CATEGORIE ET PAR BAILLEUR (en milliers de \$)					
	Montant engagé	Flux annuels des décaissements				Solde
		Avant	2000	2001	Total	
Type: Dons						
Source: multilateral						
Agence des Nations Unies						
- FAO	17 492	2 171	2 393	4 266	8 830	8 662
- FNUAP	37	0	0	22	22	15
- HCR	86264	0	10527	13343	23870	62394
- OMS	21689	0	3050	5466	8516	13173
- PAM	166 268	4 886	22 483	48 377	75 746	90 522
- PNUD	96 191	70507	4712	5425	80644	15547
- UNICEF	71 771	0	22399	21930	44329	27442
- OIT	1982	0	200	485	685	1297
Total Agence des Nations Unies	461 694	77 564	65764	99314	242 642	219 052
Autres Multilatérales						
- Banque Africaine de Développement	56 893	0	0	516	516	56 377
- Banque Mondiale	79050	0	350	1 752	2 102	74393
- Union européenne	449 338	22557	40214	9009	71 780	377 558
Total Autres Multilatérales	585 281	22 557	40 564	11277	74 398	508 328
TOTAL Multilatérale	1 046 975	100 121	106 328	110 591	317 040	727 380
Source: Bilatérale						

	Pays de l' Union Européenne						
-	Belgique						
-	Espagne	4 463	0	1 463	1 463	2 925	1538

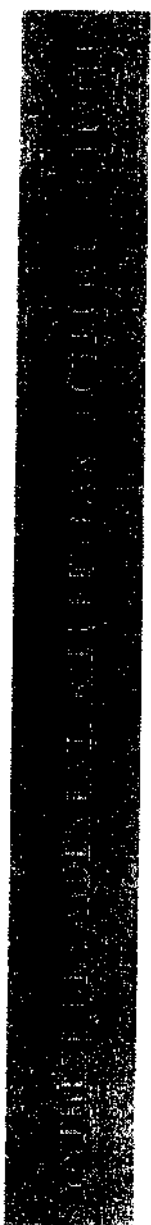
	Montant engagé	Flux annuels des décaissements				Solde
		Avant	2000	2001	Total	
- France	23488	810	2 147	2 147	5 103	18385
- Grande Bretagne	2374	0	56	2 167	2223	151
- Italie	35779	5817	3436	4431	13684	22095
- Pays-Bas	114719	0	4653	5261	9914	104805
- Suède	16 211	0	0	10 449	10 449	5 762
Total Pays de l' Union Européenne	310 464	7670	26792	47 732	82 194	228 271
Autres pays						
Canada	31863	1419	7090	6260	14769	17094
- Chine	6960	3600	3360	0	6960	0
Etats-Unies	269 952	34138	37540	99452	171 130	98822
- Japon	22900	1340	6283	7130	14753	8147
- Suisse	25250	7855	6280	5615	19750	5500
Total Autres pays	356925	48352	60553	118457	227362	129563
TOTAL Bilatérale	667 389	56022	87 346	166 188	309 555	357 834
<i>Source: ONG Internationales et Autres éditeurs de fond des ONG locales</i>						
- Armée du Salut	435	0	187	173	360	75
- ACF (Action Contre la Faim)	8 409	0	4 401	208	4 609	3 800
IRC (International Rescrite Committee)	3802	0	1 293	2508	3801	1
W V (Vision Mondiale)	4 000	0	0	4 000	4 000	0
- MEDAIR	750	0	750	0	750	0
Save the Children	1 219	0	1 219	0	1 219	0
CODEV (Coopération en Développement / France	1 062	0	802	260	1 062	0

- ATLAS LOGISTIQUE	6 133	0	0	0	0	6133
- MSF/B (Médecins sans Frontières)	10395	0	4995	5400	10395	0
- GRET (Groupe de Recherche et d'Echanges Techn.)	846	0	315	0	315	531
- FEV (Faune et vie)	12	0	12	0	12	0

	Montant engagé	Flux annuels des décaissements				Solde
		Avant	2000	2001	Total	
- MUDESOLCAT	16	0	9	6	15	1
- AFIRE	56	0	0	26	26	30
- FOCEM	93	11	35	28	74	19
- UFABES (Union des familles pour le Bien-Etre Social)	57	0	56	1	57	0
- Pharmaciens Sans Frontières - Comité Internationale	811	0	0	0	0	811
Total Internationale Confessionnelle	38095	11	14074	12610	26695	11 401
- CRS (Catholic Relief Services)	6 767	0	2 930	3 453	6 383	384
Total Confessionnelle Nationale	6 767	0	2 930	3 453	6 383	384
- CEMEA/Tshikapa	12	0	12	0	12	0
- L.E.(Ligue des Electeurs)	68	0	0	36	36	32
Total Nationale Autres partenaires des ONG locales	80	0	12	36	48	32
- UNICEF (Fonds des Nations Unies pour l'Enfance)	92 046	0	27008	35860	62668	29378
- UE (Union Européenne)	57782	0	26477	0	26477	31 305
- HCDH (Haut Commissariat de Droit Humain)	29	0	0	18	18	11
Total Autres partenaires des ONG locales	149 857	0	53485	35678	89163	60 694
TOTAL ONG Internationales et Autres bailleurs de fonds des ONG locale	194 799	11	70 501	51 777	122 289	72 511
Total: Dons	1909163	153	264 174	328556	748 883	1157725
Type: Prêts						
Source : Multilatérale Autres Multilatérales						

- Banque Mondiale	1177000	0	0	0	0	1104000
Total Autres Multilatérales	1 177 000	0	0	0	0	1104000
TOTAL Multilatérale	1177000	0	0	0	0	1104000

		Montant engagé	Avant	Flux annuels des décaissements			
				2000	2001	Total	Solde
<i>Source: Bilatérale</i>							
- Chine		13200		0	6000	6000	7200
Total	Autres pays	13 200	0	0	6 000	6 000	7 200
TOTAL Bilatérale		13200	0	0	6000	6000	7200
Total:	Près	1190200	0	0	6000	6000	1111200
Total général		3 099 363	156 153	264 174	334 556	754 883	2 268 925



République Démocratique du Congo
Comité de Coordination des Ressources Extérieures
Synthèse des aides extérieures par secteur (en milliers \$)

Libellé secteur d'activité	Montant engagé	Flux annuels des décaissements				Solde
		Avant	2000	2001	Total	
Agriculture, élevage, pêche, développement	91 893	34267	5074	8035	47376	44517
Environnement, forêt.	26394	5059	3618	2325	11002	15 392
Routes, travaux publics, transport,...	23619	0	0	0	0	23819
Santé, affaires sociales	349 163	25437	76539	55640	157 616	191 546
Autres activités à caractère social	823 926	60 383	93770	182 945	337 098	486 829
Industrie, entreprises, banques, commerce	6348	0	42	356	398	5950
Démocratie, gouvernance, justice	161 138	29911	20 549	15250	65710	95428
Eau, électricité, télécommunications...	6	0	6	0	6	0
Education, formation, sports	40669	1 061	17940	7789	26789	13880
Télécommunications	24555	0	0	6000	8000	18555
Travaux publics	497 063	0	2024	5 155	7 179	489 884
Finances	722 456	0	98	98	195	649 261
Energie	260	0	0	260	260	0
Eau	15988	35	1319	600	1954	14034
Multisectoriel (Agriculture, Santé, Environ., Formation,...)	315 886	0	43197	50104	93301	220 030
Total général	3 099 363	156 153	264 174	334 556	754 883	2 268 925

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

République Démocratique du Congo

Comité de Coordination des Ressources Extérieures

SYNTHESE DES AIDES EXTERIEURES PAR BAILLEUR ET PAR SECTEUR (en milliers de dollar)

		Montant engagé	a v a n t	Flux annuel de décaissement			solde
				- 2 0 0 0	2001	Total	
FAO							
Agriculture.élevage, pêche,développement		17492	2171	2393	4266	8830	8662
Total: FAO		17492	2171	2393	4266	8830	8662
FNUAP							
- Santé, affaires sociales		7	0	0	7	7	0
- Autres activités à caractère social		30	0	0	15	15	15
Total: FNUAP		37	0	0	22	22	15
HCR							
Autres activités à caractère social		86 264	0	10 527	13 343	23 870	62 394
Total : HCR		86 264	0	10 527	13 343	23 870	62 394
OMS							
Santé.affaires sociales		21 689	0	3050	5466	8516	13 173
Total: OMS		21689	0	3050	5466	8516	13173
PAM							
Autres activités à caractère social		166 268	4 886	22 483	48 377	75 746	90 522
Total : PAM		166 268	4 886	22 483	48 377	75 746	90 522
PNUD							

Agriculture.élevage, pêche,développement	30 358	31 594	- 1 232	- 4	30 358	0
Environnement.fôret...	8814	5059	2026	1 337	8422	392
Santé,affaires sociales	5352	4 163	189	10	4362	990
Autres activités à caractère social	23498	12 140	2 181	2344	16665	6833
Démocratie.gouvemance.justice	26958	16563	1494	1 621	19678	7280
Education,formation,sports	1 044	988	54	0	1 042	2
Travaux publics	117	0	0	117	117	0

	Montant engagé	Avant	Flux annuel de décaissement			solde
			2000	2001	Total	
Multisectoriel (Agriculture, Santé, Environ.,F	50	0	0	0	0	50
Total : PNUD	96 191	70507	4712	5425	80 644	15 547
UNICEF						
• Santé affaire sociales	33 090		10 473	9 709	20 182	12 908
-Autres activités à caractère social	25 818	0	7 837	8 349	16186	9 632
• Education.formation.sports	12863	0	4089	3872	7961	4902
Total UNICEF	71 771	0	22 399	21 930	44 329	27 442
OIT						
- Santé,affaires sociales	142	0	0	0	0	142
- Autres activités à caractère social	1 823	0	200	4135	685	1 138
- Démocratie, gouvernance, justice	4	0	0	0	0	4
• Education, formation, sports	5	0	0	0	0	5
- Travaux publics	5	0	0	0	0	5
• Multisectoriel (Agriculture. Santé. Environ.,F	3	0	0	0	0	3
Total: OIT	1 982	0	200	485	685	1 297
Banque Africaine de Développement						
Santé, affaires sociales	516	0	0	0	0	516
* Autres activités à caractère social	516	0	0	516	516	0
- Finances	19461	0	0	0	0	19461
• Multisectoriel (Agriculture, Santé, Environ..F	36400	0	0	0	0	36400
Total : Banque Africaine de Développement	56893	0	0	516	516	56377
Banque Mondiale						
- Environnement, forêt...	15000	0	0	0	0	15000
- Routes.travaux publics, transport....	19000	0	0	0	0	19000
- Santé, affaires sociales	4 799	0	0	0	0	4 799

- Autres activités à caractère social	72106	0	0	175	175	71 931
- Démocratie,gouvernance,justice	34950	0	0	627	627	34323

	Montant engagé	Avant	Flux annuel de décaissement			solde
			2000	2001	Total	
Télécommunications	14955	0	0	0	0	14955
Travaux publics	383 685	0	350	950	1300	382 385
Finances	683000	0	0	0	a	610000
Multisectoriel (Agriculture, Santé, Env,..)	-28 555 --	-0--	o_	0	a	26000
Total: Banque Mondiale	1256050	0	350	1 752	2 102	1178393
Union européenne						
Agriculture, élevage.pêche, développement						
Santé.affaires sociales	93 655	5 001	22 225	4 509	31 735	61 920
Autres activités à caractère social	56804	17555	10 130	2700	30385	26420
Démocratie,gouvernance, justjce	37705	0	4405	1 800	6205	31 500
Education, formation,sports	517	0	517	0	517	0
Travaux publics	1ao 543	0	1 674	0	1 674	98869
Finances	16200	0	0	0	0	16200
" Eau	15215	0	1265	0	1265	13950
Multisectoriel (Agriculture. Santé. Environ..F	108 000	0	0	0	0	108 000
Total Union européenne	449 338	22557	40214	9009	71 780	377 558
Belgique						
Agriculture,élevage .pêche,développement						
Santé,affaires sociales	39 443	1 043	2 188	7 545	10 776	28 667
Autres activités à caractère social	22 438	0	581	5 092	5 673	15 765
Démocratie,gouvernance, justjce	3378	0	0	441	441	2937
Education,formation,sports	19415	0	11898	2500	14398	5017
Travaux publics	12713	0	0	4088	4088	8626
Eau	79	0	0	0	0	79
Multisectoriel (Agriculture. Santé. Environ..F	12039	0	372	2115	2487	9553

Total: Belgique	113 431	1043	15038	21 815	37896	75534
Espagne						

	Montant engagé		Flux annuel de décaissement			solde
			2000	2001	Total	
Autres activités à caractère social	3 586	0	1 170	1 170	2 340	1 246
Education, formation, sport	878	0	293	293	585	293
Total: Espagne	4 463	0	1463	1463	2 925	1 538
<u>France</u>						
'Routes.travaux publics.transport,...	4250	0	0	0	0	4250
Santé.affaires sociales	1 046	0	0	0	0	1 046
Autres activités à caractère social	11 899	810	1 134	1 134	3 078	8 821
Démocratie,gouvernance.justice	858	0	0	0	0	858
Education, formation, sport	5420	0	1 013	1 013	2025	3395
Multisectoriel (Agriculture. Santé. Environ..F	16	0	0	0	0	16
Total: France	23488	810	2147	2147	5103	18385
<u>Grande Bretagne</u>						
Santé.affaires sociales	1 064	0	6	1 046	1 051	13
Autres activités à caractère social	10	0	6	4	10	0
Démocratie, gouvernance,justice	1158	0	0	1 018	1 018	139
Eau, électricité, télécommunications...	6	0	6	0	6	0
Education,formation,sports	139	0	39	99	139	0
Total: Grande Bretagne	2374	0	56	2 167	2223	151
<u>Italie</u>						
Agriculture, élevage.pêche, développement	4257	396	198	198	792	3465
Routes.travaux publics.transport....	360	0	0	0	0	360
Santé,affaires sociales	6 199	669	788	594	2 050	4 149
Autres activités à caractère social	15 710	752	2 451	3 342	10 544	5 168
Industrie, entreprises, banques, commerce	4 725	0	0	0	0	4 725

Démocratie, gouvernance.justice	4527	0	0	297	297	4230
Total : Italie	35 779	817	3 436	4 431	13 684	22 095
Pays-Bas						

	Montant engagé	Avant	Flux annuel de décaissement			solde
			2000	2001	Total	
" Autres activités à caractère social	114 219	0	4 653	5 013	9 666	104 553
" Démocratie,gouvernance,justice	500	0	0	248	248	252
Total: Pays-Bas	114 719	0	4653	5261	9914	104 805
Suède						
" Agriculture, élevage, pêche.développement	792	0	0	297	297	495
' Santé.affaires sociales	2 079	0	0	207g	2079	0
- Autres activités à caractère social	10 298	0	0	5 724	5 724	4 574
" Démocratie, gouvernance,justice	675	0	0	675	675	0
" Multisectoriel (Agriculture. Santé, Environ.,F	2 387	0	0	1 674	1 674	693
Total: Suède	16211	0	0	10449	10449	5762
Canada						
' Agriculture, élevage, pêche, développement	1 537	106	168	237	509	1 028
" Santé, affaires sociales	8 820	0	1 286	1 295	2 581	6 239
- Autres activités à caractère social	12 680	757	2 566	3 206	6 529	6152
" Industrie, entreprises, banques, commerce	1 623	0	42	356	398	1225
" Démocratie, gouvernance, justice	6383	556	2620	756	3933	2451
' Finances	195	0	98	98	195	0
- Multisectoriel (Agriculture, Santé, Environ.,F	625	0	312	313	625	0
Total: Canada	31 853	1 419	7090	6260	14769	17094
Chine						
" Agriculture.élevage, pêche, développement	360	0	360	0	360	0
" Autres activités à caractère social	4 800	3 600	1 200	0	4 800	0
- Démocratie, gouvernance,justice	1 800	0	1 800	0	1 800	0
" Télécommunications	9600	0	0	6 000	6 000	3 600
' Finances	3600	0	0	0	0	3600

Total: Chine	20160	3600	3360	6000	12960	7200
Etats-Unies						

	Montant engagé	Avant	Flux annuel de décaissement			solde
			2000	2001	Total	
" Agriculture, élevage, pêche.développement	7000	0	0	3000	3000	4000
' Environnement, forêt...	2568	0	1 580	988	2588	0
' Santé, affaires sociales	54 630	11 530	8 330	14 370	34 230	20 400
Démocratie, gouvernance, justice	41586	12511	10130	7523	30164	11422
Total: Etats-Unies	269952	34138	37540	99452	171130	98822
Japon						
- Agriculture, élevage, pêche, développement	68	0	38	0	38	30
" Routes.travaux publics.transport....	9	0	0	0	0	9
' Santé, affaires sociales	5436	321	101	2380	2802	2 634
" Autres activités à caractère social	16675	634	6052	4750	11436	5239
" Démocratie, gouvernance, justice	277	277	0	0	277	0
" Education, formation, sports	341	73	38	0	111	230
' Eau	94	35	54	0	89	5
Total : Japon	22 900	1 340	6 283	7 130	14 753	8 147
Suisse						
' Santé, affaires sociales	10 983	2 703	3 080	1 200	6 983	4 000
' Autres activités à caractère social	13 387	5 152	3 100	3 635	11 887	1 500
' Démocratie, gouvernance, justice	280	0	100	180	280	0
- Eau	600	0	0	600	600	0
Total: Suisse	25250	7855	6280	5615	19750	5500
Armée du Salut						
' Multisectoriel (Agriculture, Santé. Environ..F	435	0	187	173	360	75
Total : Armée du Salut	435	0	187	113	360	75
ACF (Action Contre la Faim)						
" Agriculture, élevage, pêche, développement	3437	0	1 724	0	1724	1713
" Santé, affaires sociales	1 736	0	575	0	575	1 161

	Montant engagé	Avant	Flux annuel de décaissement			solde
			2000	2001	Total	
'	926	0	0	0	0	926
Autres activités à caractère social						
Multisectoriel (Agriculture, Santé, Environ.,F	2310	0	2102	208	2 310	0
Total: ACF (Action Contre la Faim)	8409	0	4401	208	4609	3800
IRC (International Rescrite Committee)	—	—	—	—	—	—
Multisectoriel (Agriculture, Santé, Environ.,F	3 802	0	1 293	2 508	3 801	1
Total: IRC (International Rescrite Committee)	3 802	0	1293	2 508	3 801	1
WV (Vision Mondiale)	4000	0	0	4000	4000	0
Total: WV (Vision Mondiale)	4 000	0	0	4 000	4 000	0
UNICEF (Fonds des Nations Unies pour l'Enfance)	92 046	0	27008	35660	62668	29378
Total UNICEF (Fonds des Nations Unies n	92 046	0	27 008	35 660	62 668	29 378
UE (Union Européenne)						
Agriculture, élevage.pêche, développement	1 048	0	1048	0	1 048	0
Santé,affaires sociales	45960	0	18000	0	18000	27960
Multisectoriel (Agriculture, Santé, Environ.,F	10774	0	7430	0	7430	3344
Total UE (Union Européenne)	57782	0	26477	a	26477	31 305
MEDAIR						
Multisectoriel (Agriculture, Santé, Environ.,F	750	0	750	0	750	0
Total: MEDAIR	750	0	750	0	750	0
Save the Children						
Santé,affaires sociales	1 219	0	1 219	0	1 219	0
Total : Save the Children	1 219	0	1 219	0	1 219	0
CODEV (Coopération en Développement / France)						
Energie	260	0	0	260	260	0
Multisectoriel (Agriculture, Santé, Environ.,F	802	0	802	0	802	0
Total CODEV (Coopération en Développement	1 062	0	802	260	1 062	0

ATLAS LOGISTIQUE						
------------------	--	--	--	--	--	--

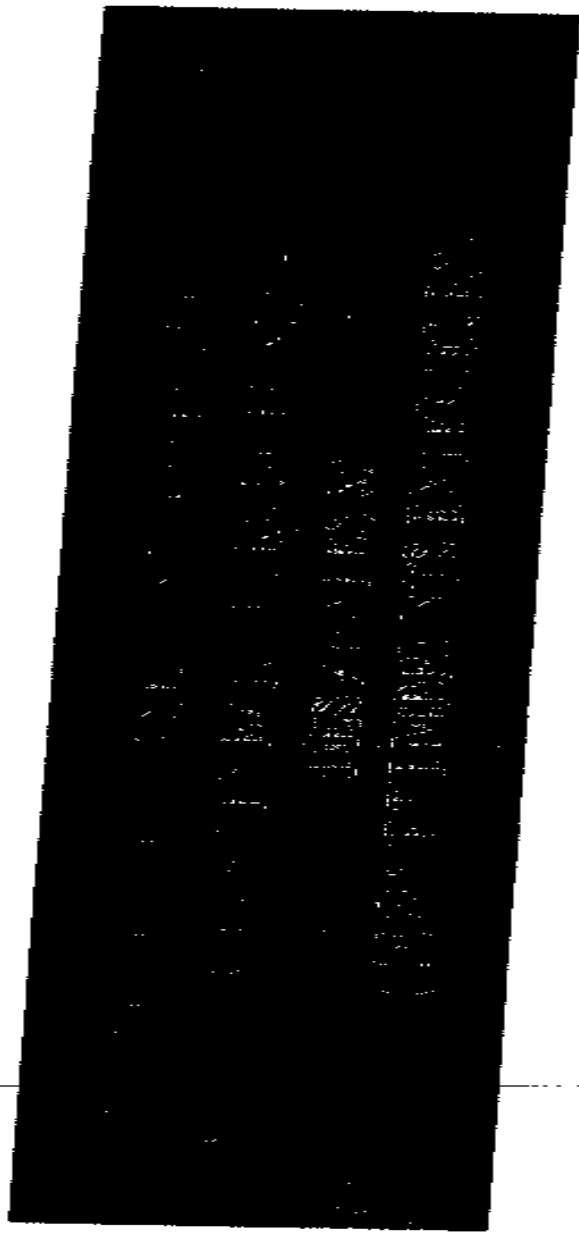
	Montant engagé	Avant	Flux annuel de décaissement			solde
			2000	2001	Total	
Multisectoriel (Agriculture. Santé. Environ.,F	6133	0	0	0	0	6133
Total : ATLAS LOGISTIQUE	6133	0	0	0	0	6133
MSF/B (Médecins sans Frontière Santé.affaires sociales	10395	0	4995	5400	10395	0
Total : MSF/B (Médecins sans Frontières)	10395	0	4995	5400	10395	0
CRS (Catholic Relief Services)						
Multisectoriel (Agriculture. Santé. Environ..F	6767	0	2930	3453	6383	384
Total: CRS (Catholic Relief Services)	6767	0	2930	3453	6383	384
GRET: (Groupe de Recherche et d'Echanges Techn.)						
Total : GRET (Groupe de Recherche et d'Ec	846	0	315	0	315	531
	848	0	315	0	315	531
FEV (Faune et vie)						
Environnement.fôret...	12	0	12	0	12	0
Total :FEV (Faune et vie)	12	0	12	0	12	0
MUDESOLCAT						
Agriculture.élevage,pêche,développement	16	0	9	6	15	1
Total: MUDESOLCAT	16	0	9	6	15	1
AFIRE						
Déniocratie.gouvernance.justice	26	0	0	26	26	0
Education.formation,svorts	30	0	0	0	0	30
Total: AFP	56	0	0	26	26	30
CEMEA/Tshikapa						
Multisectoriel (Agriculture. Santé. Environ..F	12	0	12	0	12	0
Total CEMEA/Tshikapa	12	0	12	0	12	0
FOCEM						
Santé.affaires sociales	89	7	35	28	70	19

Démocratie.gouvernance.justjce	4	4	0	0	4	0
Total: FOCEM	93	11	35	28	74	19

	Montant			Flux annuel de décaissement					solde			
	engagé			Avant	2000	2001		Total				
UFABES (Union des familles pour le Bien-Etre Social) Agriculture.élevae,e.pêche.développement			57		0		56		1		57	0
Total : UFABES (Union des familles pour le B HCDH (Haut Commissariat de Droit Humain)			57		0		56		1		57	0
Santé.affaires sociales			3		0		0		3		3	0
Autres activités à caractère social			3		0		0		0		0	3
Démocratie.gouvemance,iustice			4		0		0		3		3	1
Education,formation, sports			19		0		0		12		12	7
Total: HCDH (Haut Commissariat de Droit L.E.(Ligue des Electeurs)			29		0		0		18		18	11
Démocratie.gouvemance,justice			68		0		0		36		36	32
Total : L.E.(Ligue des Electeurs)			68		0		0		36		36	32
Pharmaciens Sans Frontières - Comité Internationale Santé.affaires sociales			611		0		0		0		0	811
Total : Pharmaciens Sans Frontières - Comit			811		0		0		0		0	811
Total Général	3	099	363	156	153		264174	334	556	754	883	2268925

ANNEXES VOLET «B»

**STATISTIQUES DES ANNEES 80 ET 90 RELATIVES AUX DECAISSEMENTS
EFFECTUES AU PROFIT DE LA RDC PAR LES BAILLEURS DE FONDS (
DONS ET EMPRUNTS EXTERIEURS)**



DONS ET ASSISTANCE HUMANITAIRE
en millions de dollars US

DONATEURS	1980 *	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	Décaissement annuels moyens	% des apports
DONATIONS MULTILATERALES	23,06	36,59	36,35	33,58	39,55	34,40	46,81	26,09	43,87	57,24	37,75	14,23%
° BIRD	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00%
° FED	10,48	20,54	26,71	27,36	24,26	26,29	23,15	10,77	25,40	32,48	22,74	8,57%
° NATIONS UNIES	12,58	16,05	8,64	6,22	15,29	8,11	23,66	15,32	18,47	24,76	14,91	5,62%
DONATIONS BILATERALES	157,43	166,99	130,51	159,29	139,49	161,18	148,18	195,18	173,91	181,16	161,33	60,79%
° Allemagne	2,67	2,36	2,23	7,31	7,99	8,81	5,60	13,07	17,09	19,43	8,66	3,26%
° Belgique	111,28	108,90	75,28	66,92	55,24	65,12	64,28	59,56	54,91	63,60	72,51	27,32%
° Canada	7,60	8,14	8,48	3,99	16,03	8,39	18,20	9,45	8,96	13,53	10,28	3,87%
° Danemark	1,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,15	0,06%
° Etats-Unis d'Amérique	5,43	10,20	13,68	13,68	30,37	41,04	14,40	26,85	32,61	17,31	20,56	7,75%
° France	18,60	18,84	19,30	18,17	14,89	16,09	20,05	26,92	20,54	16,11	18,95	7,14%
° Italie	0,44	11,45	3,64	37,00	7,26	7,40	7,10	11,61	14,93	16,07	11,69	4,40%
° Japon	7,87	1,86	0,35	6,60	5,20	8,91	16,51	41,71	20,88	32,67	14,26	5,37%
° Pays-Bas	0,12	1,13	1,68	0,79	0,26	0,28	0,13	0,00	0,00	0,00	0,44	0,17%
° République Pop. de Chine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00%
° Royaume Uni	0,28	1,93	2,53	3,22	0,76	1,54	0,00	5,63	0,00	0,00	1,59	0,60%
° Suisse	0,84	0,92	1,55	0,91	1,06	1,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,68	0,25%
° Suede	0,78	1,26	1,79	0,70	0,43	2,13	1,27	0,00	0,00	2,44	1,08	0,41%
° Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,64	0,38	3,99	0,00	0,50	0,19%
DONS INSTITUTIONS PIVEES EX	123,91	182,29	108,35	109,92	21,01	31,69	9,64	38,26	18,38	19,69	66,31	24,99%
à l'Etat	68,13	32,16	4,40	2,72	0,98	1,29	9,64	0,00	0,00	0,00	11,93	4,50%
° aux organismes privés locaux	58,78	150,13	103,95	107,20	20,03	30,40	0,00	38,26	18,38	19,69	54,68	20,60%
TOTAL GENERAL	304,40	385,87	275,21	302,79	200,05	227,27	204,63	259,53	236,16	258,09	265,40	100,00%

Source : Rapports annuels Banque Centrale du Congo.

EVOLUTION DES DECAISSEMENTS ANNUELS SUR EMPRUNTS A MOYEN ET LONG TERMES DE 1979 -1990 (en millions de USD)											
CREANCIERS	1979-1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	Décaissements annuels moyens	1% des apports
A .Créanciers Gouvernementaux mentaux et privés garantis		118,74									
			63,30	75,90	59,90	82,51	96,56	121,79	122,04	92,59	35,36%
1. Allemagne		18,78	16,56	13,00	5,60	12,67	30,64	3,52	3,52	13,16	5,03%
-KFW		18,74	16,56	13,00	5,60	12,67	30,64	4,52	3,52	13,16	5,02%
2. France		17,64	14,23	8,20	21,50	27,75	28,14	89,09	59,97	33,32	12,72%
- CFD (ex-ecce)		17,64	14,23	8,20	21,50	23,19	16,50	85,60	59,80	30,83	11,78%
- BFCE						3,83	3,97	1,82	0,17	1,22	0,47%
- CFE						0,73	7,67	1,67		1,26	0,48%
3. Canada		6,01	1,65	0,60						1,03	0,39%
- ACDI		6,01	1,65	0,60						1,03	0,39%
4. Japon		37,58	11,52	0,30	0,10				2,79	6,54	2,50%
- FCEJON		37,58	11,52	0,30	0,10				2,79	6,54	2,89%
5. Belgique		1,51	15,76	10,10	6,10	4,74	24,57	16,81	34,84	14,30	5,46%
- Gouv. Belge		1,51	15,76	10,10	6,10	4,74	17,18	16,81	34,84	13,38	5,11%
-ACEC							7,39			0,92	0,35%
6. Arabie Saoudite		5,68	0,16							0,73	0,28%
- Fonds Saoudien		5,68	0,16							0,73	0,28%
7. USA		13,46	3,42	15,70	16,10	9,05	1,02	0,12	0,17	7,38	2,82%
-PL-480		9,94		14,90	12,40	8,46			0,17	5,73	2,19%
-USAID		3,52	3,42	0,80	3,70	0,59	1,02	0,11		1,21	0,46%
-PEFCO&MHTC										0,44	0,17%
8. Italie		0,00	0,00	28,00	10,50	20,11	11,54	8,91	20,74	12,48	4,76%
-Mediocredito				28,00	0,50	20,11	11,54	8,91	20,74	11,23	4,29%
- I A E					5,00					0,63	0,24%
-ZISA					5,00					0,63	0,24%
9. Espagne							0,65	2,34	0,01	0,38	0,14%
- Banco exterior d'España							0,65	2,34	0,01	0,38	0,14%
10. Yougoslavie		18,08								2,26	0,86%
- Energoinvest		18,08								2,26	0,86%
11. Chine						8,19				1,02	0,39%
-Gouv. Chinois						8,19				1,02	0,39%

B. Créanciers Multilatéraux		54,09	78,47	54,73	108,60	229,14	299,38	244,94	284,51	169,23	64,64%
- IDA			43,35	39,30	58,40	125,78	213,47	91,15	174,53	93,25	35,61%
- BEI			28,21	2,70	10,80	1,41	8,36	22,17	8,28	10,24	3,91%
- BAD			6,69	6,70	2,90	31,32	43,66				
- FAD				2,60							
- FIDA				2,60	11,00	23,06	2,05	1,56		5,03	1,92%
- CEE									0,01	0,00	0,00%
- BIRD							7,63	9,95		2,20	0,64%
- FED				0,03		0,29	0,73			0,13	0,05%
- BADEA				0,80						0,10	0,04%
- SFI						15,00				1,88	0,72%
- OPEP			0,22							0,03	0,01%
TOTAL GENERAL (A+B)	254,00	172,83	141,77	130,63	168,50	311,65	395,94	366,73	408,55	261,83	100,00%
Source : OGEDEP											

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
LIBRARY
540 EAST 57TH STREET
CHICAGO, ILL. 60637

DONS ET ASSISTANCE HUMANITAIRE
en millions de dollars US

DONATEURS	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	Décaissements annuels moyens	% des apports
DONATIONS MULTILATERALES	55,91	21,06	6,84	43,08	111,26	212,21	276,20	144,04	77,61	112,43	106,06	60,26%
BIRD												
° FED	38,60	1,48	0,00	23,55	92,03	185,21	88,70	92,11	27,18	37,01	58,59	33,28%
° Nations Unies	17,31	19,58	6,84	19,53	19,23	27,00	187,50	51,93	50,43	75,42	47,48	26,97%
DONATIONS BILATERALES	157,76	82,28	0,00	17,83	35,77	97,01	37,08	85,77	45,53	82,33	64,14	36,44%
° Allemagne	18,26	7,52	0,00	7,43	32,09	95,00	24,43	13,36	0,85	4,34	20,33	11,55%
° Belgique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8,18	32,39	25,56	19,60	8,57	4,87%
° Canada	10,04	6,29	0,00	1,11	0,00	0,00	0,00	7,38	0,00	13,47	3,83	2,18%
° Danemark	0,00	0,00	0,00	0,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00%
° Etats-Unis d'Amérique	44,78	11,79	0,00	6,42	0,00	0,00	0,08	24,89	9,79	22,57	12,03	6,54%
° France	0,00	28,49	0,00	0,84	0,00	1,41	4,20	1,77	0,00	2,80	3,95	2,24%
° Italie	11,55	0,00	0,00	0,16	3,13	0,00	0,00	0,00	2,85	4,19	2,19	1,24%
° Japon	65,85	16,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,19	0,37	0,00	0,84	8,34	4,74%
° Pays-Bas	0,00	0,00	0,00	0,92	0,00	0,00	0,00	2,02	3,20	4,39	1,05	0,60%
° Chine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,06	0,03%
° Royaume Uni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,12	0,06	0,02	0,01%
° Suisse	0,00	1,67	0,00	0,94	0,00	0,00	0,00	1,60	1,84	3,76	0,98	0,56%
° Suede	6,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,78	5,64	1,31	0,75%
° Autres	0,57	10,41	0,00	0,00	0,55	0,00	0,00	50,52	0,52	0,64	6,32	3,59%
DONS INSTITUTIONS PRIVEES EXT	22,91	16,15	6,48	2,01	0,00	0,00	8,58	2,05	0,00	0,00	5,82	3,31
° à l'Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00%
° aux organismes privés locaux	22,91	16,15	6,48	2,01	0,00	0,00	8,58	2,05	0,00	0,00	5,82	3,31%
TOTAL GENERAL	236,58	119,49	13,32	62,92	147,03	309,22	321,86	231,86	123,14	194,76	176,02	100,00%

° Données tirées du Rapport sur la coopération au développement du PNUD, exercices 1993 - 1999.

CREANCIERS	EVOLUTION DES DECAISSEMENTS ANNUELS SUR EMPRUNTS A MOYENET LONG TERMES DE 1990 -1999 (en millions de USD)										1999	Décaissements annuels	% des apports
	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1991	1998	1999			
A Créanciers Gouverne- mentaux et privés garantis	101,68	58,39	1,89	5,00	0,35	4,43	2,48	8,61	1,39	0,00	19,92	38,02%	
1. Allemagne	24,97	1,08	6,87	4,95	0,35	0,27					3,85	7,35%	
- KFW	24,97	1,08	6,87	4,95		0,27					3,81	7,28%	
2. France	50,97	25,49	0,18	0,05							7,67	14,63%	
- OFD (ex-ccce)	47,77		0,16	0,05							4,80	9,16%	
- BFCE	3,20										0,32	0,61%	
- CFF											0,00	0,00%	
3. Canada											0,00	0,00%	
-ACDI											0,00	0,00%	
4. Japon											0,00	0,00%	
- FCEJON											0,00	0,00%	
5. Belgique											0,00	0,00%	
-Gouv. Belge											0,00	0,00%	
6. Arabie Saoudite											0,00	0,00%	
-Fonds Saoudien											0,00	0,00%	
7. USA											0,00	0,00%	
- PL-480											0,00	0,00%	
- USAID											0,00	0,00%	
- PEFCO&MHTC											0,00	0,00%	
8. Italie	25,74	11,52	9,86								4,14	9,05%	
- Mediocredito	25,74	11,82	9,86								4,74	9,05%	
- I AE											0,00	0,00%	
-ZISA											0,00	0,00%	
9. Koweït							2,49	8,02	1,39		1,19	2,27%	
- Fonds koweïtien							2,49	8,02	1,39		1,1g	2,27%	
10. Chine						4,16		0,59			0,48	0,91%	
- G. Chinois						4,16		0,59			0,48	0,91%	
11. Autres		20,00									2,00	3,82%	

B. Créanciers Multilatéraux	131,44	88,50	64,45	39,70	0,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32,47	61,98%
-IDA	82,39	48,41	45,58	39,61	0,65							21,66	41,35%
-BEI	0,20	0,17	0,06	0,06								0,05	0,09%
- BAD	27,73	2,44	0,23									3,04	5,80%
- FAD												0,00	0,00%
- FIDA	0,45	0,03	0,04									0,05	0,10%
- CEE	0,10			0,03								0,01	0,02%
- BIRD													
- FED	20,57	37,45	6,80									6,48	12,37%
- BADEA												0,00	0,00%
- OPEP												0,00	0,00%
- BDEGL												0,00	0,00%
												0,00	0,00%
TOTAL GENERAL (A + B)	233,12	146,89	81,34	44,70	1,00	4,43	2,49	8,61	1,39	0,00		52,40	100,00%